

SURVIVRE

MOUVEMENT INTERNATIONAL ET INTERPROFESSIONNEL POUR NOTRE SURVIE

fondé le 20-7-1970 à Montréal

Directeur de publication (édition française) : C. Chevalley

Comité de Rédaction : C. Chevalley, A. Grothendieck

Conseil Provisoire du Mouvement : M. Escuder (Institutrice, France), A. Grothendieck (mathématicien, France),
P. Koosis (mathématicien, U.S.A.), W. Messing (mathématicien, U.S.A.), E. Wagneur (mathématicien, Canada)

CIRCULER SURVIVRE

FAITES CIRCULER SURVIVRE

FAITES CIRCULER SURVIVRE

FAITES CIRCULER SURVIVRE

FAITES CIR

De quoi parle-t-on en disant Non-Violence	p. 2
Travail du Leader Non-Violent Cesar Chavez.	p. 4
Sur le renvoi des livrets militaires	p. 7
Démystification	p. 8
Comment je suis devenu militant	p. 9
Science et Société.	p. 11
Pollution Radioactive et Atomic Energy Commission	p. 13
Un savant accuse...	p. 15
L'Industrie nucléaire mise en question.	p. 16
Les détergents	p. 19
Le Livre du mois	p. 20
Le Désir (pour une discussion).	p. 22
Nos Lecteurs écrivent	p. 23
Des Adhérents se présentent	p. 25

Les articles de ce journal expriment l'opinion de leurs auteurs,
et pas nécessairement celle du Mouvement Survivre ou de la rédaction

DE QUOI PARLE-T-ON EN DISANT NON-VIOLENCE ?

Le mouvement Survivre se proclamant un mouvement non-violent, il est indispensable de bien préciser la signification du mot "non-violence", qui ne cesse de donner lieu à une foule de malentendus. Le texte qui suit de René Cruse nous semble en donner une excellente définition sur le plan théorique. René Cruse, secrétaire de la section française du MIR (Mouvement International de la Réconciliation, d'inspiration chrétienne), et pasteur, est lui-même un militant non-violent bien connu. A titre d'illustration, nous allons faire suivre le texte de René Cruse d'un texte relatant un exemple (entre de très nombreux autres) d'action non violente. Dans le numéro suivant de Survivre, C. Chevalley exprimera son opinion personnelle, comme celle d'une personne qui n'est pas acquise à la non-violence totale. Rappelons que Survivre, tout en optant pour les moyens non-violents en ce qui concerne sa propre activité, groupe des adhérents ayant des opinions variées sur la question de la non-violence en général.

"L'opinion publique est souvent alertée par des "non-violents" qui se manifestent au moyen de jeûnes publics, d'occupations de locaux ou de bâtiments ecclésiastiques, de sit-in, d'enchaînements spectaculaires, de refus de l'impôt ou de transfert de la part de l'impôt militaire sur les institutions de paix, d'objection de conscience militaire, de renvois de livres d'autodafé de fascicules, le tout ayant des motivations aussi diverses que : politiques, économiques, religieuses ou tout simplement humanitaires.

Un peu partout prolifèrent et convergent dans une même visée des groupes plus ou moins communautaires, parfois informels, de recherche et d'action non-violente qui se dressent contre l'oppression et la répression des sociétés super-industrialisées engagées dans un processus infernal de profit, sociétés manipulées à l'aide d'ordinateurs qui noient les hommes dans l'anonymat et le gigantisme... sociétés "bloquées"... sans espérance.

Cependant, s'il est aujourd'hui une expression "piégée" ou "récupérée" c'est bien celle de "non-violence". On invoque la "non-violence" aussi bien du côté des appareils répressifs, qui pourtant ne se privent pas d'utiliser les moyens les plus brutaux sous prétexte que leur rôle consiste à maintenir "l'ordre établi", que du côté des résistants à l'injustice inhérente à cet ordre établi des privilèges et des oligarchies.

L'ambiguïté qui s'attache donc à cette expression de "non-violence" découle de l'ambiguïté qui affecte d'ordinaire le concept de violence lui-même. En effet, l'opinion publique est peu encline à voir dans la violence autre chose que les actes de violence rapportés par une information trop souvent assujettie au critère de la rentabilité commerciale. Il suffit pour cela de voir combien l'assassinat d'une personnalité est plus payant que la mort quotidienne et massive des victimes de l'iniquité économique. Ce faisant, on oublie les états permanents de violence ou d'oppression, moins publicitaires certes, mais certainement plus meurtriers que tel affrontement de rue spectaculaire, ou tel crime particulier.

Il nous faut donc prendre d'abord la mesure exacte de ces états permanents de violence économique, culturelle, politique, scientifique, militaire et policière de nos sociétés pour tenter une approche de la non-violence.

C'est alors, mais alors seulement, qu'on s'aperçoit qu'on ne peut plus confondre une attitude non-violente avec le pacifisme "béant" de ceux qui, se croyant encore en démocratie,

se gargarisent ou se satisfont de formules faciles comme: "il faut bannir la guerre", "il faut désarmer", "il faut proscrire la violence", qui sont autant de vœux pieux pour moralistes irresponsables... c'est alors aussi, et alors seulement, qu'on s'aperçoit que la véritable "non-violence" ne peut que s'identifier à la cause des pauvres, des prisonniers, des exploités, des méprisés... c'est alors enfin qu'on voit que la "non-violence" implique toujours des solidarités, même "douteuses" avec les révoltés, bref, qu'elle a toujours un aspect ou des incidences politiques si l'on entend par là un projet de justice sociale aux dimensions universelles.

Quand les pouvoirs publics, "l'establishment" ou les autorités religieuses invoquent la "non-violence", sans se ranger, en même temps, résolument, délibérément et sans équivoque du côté des opprimés, ils font implicitement appel à la passivité et à l'indifférence... ils démobilisent les énergies nécessaires et requises pour résoudre les conflits et les tensions... Bref, ils trahissent la "non-violence" en s'appuyant sur le faux pacifisme des soit-disant majorités silencieuses.

Lorsqu'on s'acharne à condamner hâtivement, dans la même réprobation, ceux qui sont d'un côté ou de l'autre des affrontements violents, on fait souvent le jeu de la violence objective ou de la lâcheté. L'absence d'analyse ne participe pas d'une attitude "non-violente" et courageuse. Par contre, la "non-violence" active conduit nécessairement à des engagements risqués, à des solidarités politiques et sociales qui ne trompent personne, qui sont compromettantes, qui atteignent un point de non retour mais qui sont assumées et contrôlées. La "non-violence" se souvient que ses héros : Jésus - Gandhi - King - Camara ne vivent pas dans la bonne compagnie feutrée et moralisante des nantis. La "non-violence" non politique abandonne le contrôle des processus, ouvre la porte aux arbitraires; elle est donc dangereuse et suspecte aux yeux des opprimés, une non-violence effective sera toujours politiquement responsable, sans pour autant viser une prise de pouvoir comme nous le montrons plus loin. La "non-violence" est donc libre à l'égard des orthodoxies des partis.

De plus, la véritable "non-violence", n'est respectueuse de l'adversaire qu'en le nommant, le dénonçant dans son identité et le combattant par tous les moyens qui sauve-

gardent sa liberté de changer d'attitude. La "non-violence" est donc Amour, mais seulement dans la mesure où elle est provocante et où elle ne se relâche jamais, où elle ne démissionne pas devant les prétendues fatalités historiques. Les groupes d'action "non-violente" dont nous parlions plus haut ont pour mission, non pas d'attiser le feu de la révolte meurtrière, mais de dramatiser l'Amour, de poursuivre l'injustice jusque dans ses racines, de radicaliser la révolution.

Si la révolution violente aboutit à mettre en place une nouvelle oligarchie elle ne résout pas les aliénations fondamentales que le marxisme dénonce à juste titre. La vraie révolution ne se propose pas un nouvel assujettissement totalitaire (elle n'est pas réformiste), mais vise au contraire au réel partage des décisions et des responsabilités par le peuple. A cet égard il serait peut-être temps de voir que la "non-violence" réelle participe de la révolution culturelle, qu'elle préconise une auto-gestion à tous les niveaux de l'organisation de la communauté des peuples... qu'elle suppose par avance le refus de toute forme de militarisme (armée de métier et armée de conscription)... qu'elle n'accumule aucune potentialité de haine et de revanche. Elle atteint les mentalités en même temps que les structures. Ainsi circonscrite, elle devrait permettre aux marxistes, aux chrétiens et aux libertaires de se retrouver dans un projet commun de société sans classes.

En résumé, si aux actes de violence peut parfois correspondre une opposition intérieure, personnelle, de self-contrôle, de conversion individuelle, aux états permanents de violence doit correspondre une opposition

collective, politique, sans équivoque, qui ne peut que rejoindre les analyses et les visées d'une gauche à la fois prolétarienne et résolument non-meurtrière... "On peut abolir le capitalisme d'une manière violente, révolutionnaire, la superstructure mentale n'en est pas abolie pour autant. On peut couper les têtes, disent les Chinois, mais ça ne résout rien, car ce sont les idées à l'intérieur des têtes qui doivent être changées" (1).

Reste que le danger serait de faire de la "non-violence" une idéologie qui, se suffisant à elle-même, se figerait dans un nouveau dogmatisme abstrait, ce dont se gardent bien d'ailleurs les vrais non violents.

Il faut donc en finir avec les caricatures de la non-violence folklorique, réduite à des "happenings"; il faut investir toutes nos énergies dans l'invention d'un socialisme à visage humain si l'on veut approcher enfin de la "non-violence", et par là, peut-être, débloquer la société; sans oublier que le changement de structures va nécessairement de pair avec un changement de mentalité et vice-versa(2)

René CRUSE

(1) Han Suyin " L'Asie Aujourd' hui ", p. 37.

(2) Là-dessus les chrétiens, pour leur part, auraient beaucoup à dire s'ils étaient un peu plus conséquents avec l'Evangile.

=====

AFFAIRE JACQUES BILLE

N.D.L.R. - "Survivre" étant déjà à l'imprimerie, les nouvelles de Jacques Bille changèrent complètement d'aspect, ce qui nous incita à en attendre le dénouement.

Nous recevons, en date du 1er février, une circulaire du Service Civil International - 129 rue du Fg Poissonnière, Paris-9^e - tél. 874-60-15, dont nous extrayons les passages ci-dessous :

" Au début janvier, une centaine de lettres, une dizaine de visites jeudis et dimanches, des démarches nombreuses auprès du médecin chef de service, et même du Directeur de l'hôpital ont montré à Jacques et surtout à l'administration qu'il n'était plus isolé. Depuis sa décision de brûler son livret militaire, Jacques était resté très isolé.

" L'action concertée des objecteurs, des comités de soutien, de Survivre, des mondialistes, des espérantistes, du Canard enchaîné a fait reconnaître qu'un jeune qui refuse la militarisation n'est plus considéré comme fou, mais seulement comme contrevenant à la loi en vigueur.

" En effet Jacques n'est plus à l'hôpital; il ne risque plus de dormir avec la camisole de force (si toutefois on peut dormir avec ça). Mais à la Santé, Jacques est de nouveau isolé.

.....

Roger Parisot/Marguerite Gleure"

Dernière nouvelle :

" 2 Février 1971, Jacques Bille est libéré par grâce présidentielle.

" Au moment où tous les jours on s'attaque aux prisons (attentats, occupations, prises de paroles), le gouvernement n'a-t-il pas voulu une nouvelle fois séparer les objecteurs des autres révolutionnaires ? "

R.P.

=====

TRAVAIL DU LEADER NON-VIOLENT CESAR CHAVEZ

GREVE DES OUVRIERS MEXICAINS DANS LES VIGNOBLES DE CALIFORNIE ET BOYCOTT NATIONAL DU RAISIN CALIFORNIEN

(Texte tiré du Compte-Rendu de la Semaine de la Non-violence à Toulouse (du 3 au 10 mars 1970)
publié par le Centre 103, 5 Place de la Daurade, Toulouse)

Il y a cinq ans commençait une grève des raisins dans les vignobles de Delano en Californie. Des milliers d'américains, d'origine mexicaine, prirent part à cette grève. Ce fut une véritable campagne qui organisa ainsi plus de 40 grèves, pour obtenir la reconnaissance de syndicats, et l'augmentation des salaires, en même temps que de meilleures conditions de travail pour les ouvriers.

Cependant, c'est le fait que le leader des grévistes, Cesar Chavez, a su, pour soutenir ces grèves, organiser une campagne de boycott contre les plus importants viticulteurs, qui a attiré l'attention nationale et internationale sur les revendications des grévistes. C'est la pression du boycott national qui a fait céder les viticulteurs, plutôt que l'impact direct des grèves.

La force déployée et le succès des grévistes, en s'organisant eux-mêmes et en mobilisant un soutien national et international, a stimulé des actions non-violentes similaires chez d'autres groupes d'ouvriers agricoles, et a animé la lutte non-violente sur d'autres plans : Droits civiques, lutte contre la guerre au Viet-Nam, etc...

I. Introduction

"C'est le commencement d'un mouvement social d'action et non de paroles. C'est en tant qu'êtres humains que nous luttons pour nos droits de base donnés par Dieu. Parce que nous avons souffert pour vivre - ainsi nous ne craignons pas la souffrance - nous sommes prêts à tout donner, même nos vies, dans notre lutte pour la justice sociale. Nous allons lutter sans violence pour des raisons morales et tactiques (...). Nous allons nous unir. Nous avons appris le sens de l'unité (...). L'union, c'est la force du pauvre! Nous savons que la pauvreté de l'ouvrier mexicain et philippin en Californie est la même que celle de tous les ouvriers agricoles du pays, des noirs et des pauvres blancs, des porto-ricains, des japonais et des arabes... C'est pourquoi nous devons nous unir et lutter en commun.

"Nous ne désirons pas le paternalisme du propriétaire, nous ne voulons pas de "contractor", d'intermédiaires, nous ne voulons pas de la charité au prix de la dignité. Nous voulons être égaux avec tous ceux qui travaillent dans ce pays... WE SHALL OVERCOME."

Ainsi commence la "Proclamation de Delano".

Par cet effort, le Comité U.F.W.O.C. (United Farm Workers Organisation Committee) a réussi à organiser un groupe d'américains qui avaient toujours refusé une lutte collective, ils ont réalisé un programme de grève et de boycott de trois ans et demi, en attirant l'aide de presque toutes les couches de la population américaine, c'est devenu plus qu'une grève : c'est un mouvement !

II. "Agribusiness" et l'Ouvrier Agricole

Aux Etats-Unis, l'agriculture aujourd'hui fait partie des grandes entreprises capitalistes. La Californie surtout marque le développement de la petite exploitation vers l'agribusiness. Selon les chiffres de 1964, 7% des fermes couvrent 75% du terrain utilisable. Le gouvernement paye des milliards de dollars annuellement aux grands propriétaires pour qu'ils ne produisent pas. Là où il y a

exploitation, le gouvernement paye 82 % des frais d'irrigation.

Agribusiness appartient également aux grandes entreprises par ses liaisons avec d'autres industries, comme par exemple les grands Super-Marchés dont, pour n'en citer qu'un, Safe-way Stores achète chaque année pour un million 500 mille dollars de raisins. Des directeurs des plus grandes viticultures dirigent également des chaînes de super-marchés, l'industrie de coton de Californie, la Presse, les entreprises de machines agricoles, etc...

Un autre aspect typique caractérise la position de l'ouvrier agricole, c'est l'exploitation. Ce sont toujours des minorités ethniques - Indiens, japonais, chinois, et maintenant les américains mexicains, porto-ricains, etc... - qui doivent exécuter ce travail manuel que l'ouvrier intégré des Etats-Unis refuse d'accomplir. C'est ainsi que le Gouvernement a permis l'entrée même illégale, des étrangers pour assurer le travail de l'Agribusiness.

Ces groupes minoritaires acceptent de bas salaires et, en général, à cause de leur situation incertaine, refusent, pour garder leur emploi, la grève et la lutte sociale.

Ainsi, leurs conditions de vie sont radicalement inférieures à celles des autres travailleurs : Le taux de mortalité excède de 125% le reste de la population, 84% des ouvriers agricoles gagnent moins que le minimum vital fixé par la Sécurité Sociale, moins de 20% de cette population habite des logements qui correspondent aux exigences minimales de santé et de sécurité. Leur niveau scolaire est entre un et quatre ans d'école. La possibilité de 135 jours de travail par an témoigne de l'insécurité de l'emploi.

Contrairement à l'aide fédérale que reçoit le propriétaire, eux ne reçoivent pour ainsi dire rien. Et en plus ils n'ont pas de Sécurité Sociale, pas de moyens de lutte sociale, etc...

III. La Grève : Construire le Mouvement

Cesar Chavez a commencé son travail d'organisateur dans

le cadre du "CSO" (Community Service Organisation), sur le style de travail inventé par Alinsky.

Le travail d'Alinsky repose sur deux principes :

- a) Résoudre par des actions directes les problèmes d'une communauté sous-privilegiée.
- b) Entraîner les habitants de la région dans ce travail, et vaincre ainsi leur apathie et leur faiblesse.

De cette expérience, Cesar Chavez a développé l'idée d'un syndicat social qui dépasse les limites d'un syndicat industriel. Il considère que la coopérative est un élément essentiel dans tout mouvement social. Deuxièmement, Chavez estime essentiel que le mouvement de lutte soit porté par les gens de la communauté, et non de l'extérieur. Lorsque Chavez a vu que le CSO s'éloignait de la base, il l'a quitté en 1962 pour aller s'organiser lui-même à Delano.

Comme premier pas, il décida de refuser tout argent de l'extérieur, du moins pour commencer. Il organisa très sérieusement le syndicat "National Farm Workers' Association" (NFWA), refusant de participer à de petites grèves mal organisées par d'autres syndicats alléguant qu'une grève ne peut arriver à ses fins que si la préparation à la base a été soignée. Il préparait la lutte de loin, en commençant à organiser ses propres coopératives d'alimentation, d'essence, de médicaments, de manière à pouvoir un jour être autonome.

En Mai 1965, le NFWA réalisait sa première grève qui fut une grève contre l'augmentation des loyers dans les vieilles baraques datant de 1937. Il la gagnait ainsi que d'autres petites grèves locales. Mais Chavez hésitait encore devant un engagement à grande échelle... Il pensait ne pas être prêt à engager le mouvement avant l'automne 1968.

Mais les événements le forcèrent à l'action publique : des Philippins, affiliés au syndicat AWOC (membre de la Centrale AFL-CIO), démarrèrent une grève pour l'augmentation de leurs salaires. Cesar Chavez ne pouvait pas, en conscience, refuser la participation de son syndicat... mais il se rendait bien compte que les ouvriers agricoles n'étaient pas prêts à la lutte. Néanmoins, avec son syndicat (NFWA), ils votèrent à l'unanimité le soutien de la grève.

Chavez connaissait la faiblesse des syndicats; il contacta immédiatement les mouvements d'étudiants non-violents des universités voisines (Stanford et Berkeley) : "Nous avons besoin de quelqu'un capable de parler aux policiers les Mexicains ne sont pas encore entraînés à ce travail..." Il comptait également sur l'aide des Eglises avec qui il entretenait des rapports suivis depuis des années.

La deuxième proposition de Chavez fut de rendre immédiatement non-violente la grève : la proposition fut votée à l'unanimité par les grévistes. Durant toute la grève Chavez refusa la violence pour des raisons morales et tactiques : "Nous avons toujours insisté sur le fait que "une seule goutte de sang humain a plus de valeur que tous les contrats signés..." La non-violence est la seule arme qui respecte la valeur de chaque homme... Nous voulons empêcher la victime d'être victime, nous voulons empêcher l'exécuteur

d'être exécuteur...". Bien qu'il y eût deux syndicats différents, Cesar Chavez était reconnu comme leader.

Trois dominantes caractérisèrent ses efforts :

- Recrutement à la base.
- Se faire aider par des spécialistes (avant d'embrayer sur le boycott).
- Rester non-violent dans l'absolu.

L'autodétermination du peuple (comme elle est commentée par Alinsky) l'inspirait, mais son souci de l'adversaire rendait le mouvement très différent de tous ceux qui avaient jusqu'alors existé aux Etats-Unis : il savait que Propriétaires et Ouvriers ne forment pas deux blocs séparés, qu'il existe entre eux des relations étroites, organiques presque, car ils sont des hommes !

IV. Tactiques et Réponses

Les difficultés dans la lutte contre les viticulteurs se résumaient à :

- L'énorme puissance des propriétaires,
- Le manque d'argent des grévistes,
- Leur manque d'expérience,
- La difficulté à placer des piquets de grève sur les énormes étendues des vignes.

Leur stratégie principale :

- Envoyer tôt le matin 2.000 grévistes dans les vignes, en attendant l'arrivée des ouvriers mexicains - souvent amenés illégalement pour briser la grève.
- Envoyer des piquets de grève pour prévenir les ouvriers qui ne savaient pas qu'une grève était déclenchée, dès qu'une vendange était en route. On leur demandait de partir. Aussitôt les propriétaires réagissaient par des actes légaux ou illégaux contre les grévistes : arrestations pour violation de propriété, pour instigation à la grève, etc...
- Pour empêcher les grévistes de se faire entendre, les propriétaires faisaient du boucan avec leurs tracteurs, ou lançaient sur eux des insecticides...
- Répandre l'annonce de la grève dans toute la région, car les ouvriers étaient amenés de loin.

Malgré la discrimination et la répression, le succès était considérable ! Mais cependant, il n'était pas encore suffisant pour empêcher la récolte de se faire : à cause de cette lacune, un deuxième pas fut franchi : l'ORDRE DE BOYCOTT de tous les produits industriels sortant des firmes liées aux propriétaires de la vallée de Delano.

Treize villes, parmi les plus grandes, furent choisies comme centres de boycottage. Chavez y envoya des groupes de 16 ouvriers. Tous avaient moins de 25 ans, ils partaient en train ou en auto-stop, sans argent, disant que s'ils n'étaient pas capables de trouver de l'argent pour subsister ils ne seraient jamais capables de développer leur mouvement...

Le point culminant de cet effort fut une marche de

300 miles, pour Pâques, vers Sacramento. Elle attira l'attention de tout le pays, porta le discrédit sur les firmes boycottées, rallia de nombreux ouvriers étrangers au mouvement, un grand nombre d'Eglises, de Groupements, d'Organismes, et même des personnalités comme le Sénateur Robert Kennedy, R.Mc. Affee Brown, etc...

Quand les marcheurs arrivèrent à Sacramento, les Directeurs des firmes acceptèrent les revendications, et déclarèrent reconnaître le syndicat NFWA !

Après bon nombre d'intrigues fomentées par les propriétaires, les deux syndicats fusionnèrent - ce qui donna la "UFWOC" - et furent reconnus comme interlocuteur valable pour une négociation.

Il s'agissait de renforcer la lutte, après cette première étape positive:

L'UFWOC décida un boycottage national du raisin de table.

Trente quatre villes furent incluses dans ce boycott ainsi que plusieurs chaînes de Super-Marchés.

Avec beaucoup d'imagination des actions directes furent réalisées dans tout le pays pour éveiller la conscience de la population. A New-York par exemple, le Syndicat Ouvrier des Transports distribua des millions de tracts demandant de ne pas acheter de raisins... Des grévistes de Delano suivaient les camions de distribution et plaçaient des piquets de grève là où le raisin était déchargé... Les clients des magasins où le raisin était encore vendu refusèrent de l'acheter, s'associant ainsi au boycott...

Peu à peu, d'autres syndicats se joignirent à l'action : celui des Dockers de San Francisco, qui refusa de charger les raisins destinés au VietNam et à l'Extrême-Orient. Même à Londres, les dockers refusèrent de décharger les raisins de Delano. La même chose arrivait simultanément en Finlande, en Suède, en Norvège. S'ils étaient déchargés en Allemagne et acheminés ensuite en Suède par voie ferrée, la propagande était si bien faite que les coopératives d'achat suédoises refusaient les livraisons !

Actuellement, LE BOYCOTT CONTINUE

Ce sont plus de 200 villes des Etats-Unis qui sont engagées dans le mouvement, ainsi que plusieurs pays d'Europe de l'Ouest !

Le Gouvernement Fédéral a offert de financer la grève : Cesar Chavez a refusé...

Le succès du boycottage allait grandissant. Dans les mêmes proportions s'accroissait la répression de la part des propriétaires qui allèrent même jusqu'à tenter de faire légalement interdire les grèves en période de vendanges... Mais la détermination des grévistes était si forte que les actions en justice avortaient : les juges se conscientisaient à la non-violence !

Malgré tout, début 68, la violence faillit éclater.

Pour redonner un coup de sang nouveau au mouvement, Cesar Chavez commença un jeûne qui dura 25 jours...

... Les grévistes qui avaient menacé d'utiliser la violence se calmèrent et revinrent à non-violence...

Dans une lettre où il insiste sur les techniques employées dans cette lutte, Chavez déclare à ce sujet :

"...Si le développement de notre Syndicat doit sacrifier consciemment la vie d'un viticulteur - ou de son enfant -, la vie d'un ouvrier agricole - ou de son enfant -, je préfère laisser tomber le syndicat!..."

Le mouvement est resté non-violent, fort, résolu.

V. Comparaison entre la théorie et la pratique de la grève

Bien que le but spécifique de la grève des raisins de Californie soit la reconnaissance des Syndicats et l'augmentation des salaires, le but plus lointain que poursuit Chavez est une REVOLUTION SOCIALE, telle qu'elle était envisagée par Gandhi et Luther King.

Il y a d'ailleurs de grandes ressemblances entre les luttes de Gandhi et de King et celle que poursuit Chavez : la marche de Sacramento ressemble à la marche de Selma (King). Le jeûne que fit Chavez pour que reste non-violent le mouvement rappelle le jeûne que fit Gandhi en 1924 pour les mêmes raisons. Tous deux commencèrent d'ailleurs leur jeûne en prison... ce qui contribua à avoir une influence sur le Gouvernement.

Chavez ne se prive d'ailleurs pas de citer King et Gandhi, quand l'occasion se présente. Et il est évident que sa lutte bénéficie de l'expérience accumulée par ses prédécesseurs dans la non-violence.

On y retrouve aisément quelques lignes de force directrices (qui semblent devoir être propres à toute action non violente) :

- La préparation soignée des ouvriers à la lutte non-violente. Cette préparation a pris des années

- L'entraînement par des actions limitées, avec l'aide d'experts.

- La négociation. Avant toute action, Chavez contactait personnellement le viticulteur concerné, par lettre ou télégramme, IL NE REFUSAIT JAMAIS LE DIALOGUE. Il a toujours été disposé à s'asseoir à la table des négociations, à quelque moment du combat que ce soit.

- L'action directe, constamment appliquée sous les formes les plus diverses par les grévistes.

- Le boycott : employé comme pression économique pour paralyser une machine qui crée l'injustice.

Comme Gandhi, Chavez prend une attitude qui dépasse les limites idéologiques : "... Les idéologies, dit-il, font de la politique la chose la plus importante, mais elles empêchent les hommes de s'apercevoir des valeurs humaines..."

Pour lui, lorsqu'il mobilise les personnes, le plus important, c'est de leur faire prendre conscience de leur valeur humaine et de la force qu'ils possèdent en s'unissant.

La grève continue.

Le boycott est un des plus remarquables qui se soit jamais vu.

Contrairement à Gandhi, Chavez a pu mobiliser une large couche de la population pour assurer un service d'entraide, bénéficiant en cela des conditions sociologiques particulières au pays. Le travail de Luther King et du Mouvement Pour les Droits Civiques a beaucoup aidé à sensibiliser la population américaine aux revendications de ce genre et l'a prédisposée

à l'engager efficacement dans le boycott. Il est assez remarquable qu'une simple grève ait pu déclencher un mouvement national et attirer l'attention de l'opinion mondiale.

Ceci indique assez combien les héritages sont cumulatifs dans la non violence... On ne saurait oublier cet élément lorsqu'on parle d'efficacité...

Déjà l'enchaînement de la non-violence s'allonge de quelques maillons supplémentaires : les méthodes de Chavez sont adoptées à leur tour par d'autres groupes d'ouvriers du Texas et de la Floride. Ils en retiennent principalement l'aspect communautaire et l'accouplement Greve-Boycott.

Malgré tout Chavez sait bien que le métier d'ouvrier agricole est en voie de disparition devant la mécanisation croissante de ce secteur : "Il faut aider ces ouvriers à s'intégrer dans une société technique : les rendre capables de décider de leur vie, développer leur force économique et leur aptitude à se réorienter." Cela aussi fait partie du programme...

Un des grands succès du mouvement, en fait, a été de faire s'engager de très larges et très diverses couches de la population à un moment où les problèmes raciaux et sociaux aux Etats-Unis sont plus graves que jamais. Partant de la classe ouvrière et des syndicats, il s'est

prolongé dans le milieu étudiant et par contre-coup dans les classes moyennes.

Le mouvement a débordé les limites politiques, culturelles ou raciales, et a provoqué une véritable solidarité entre les divers groupes sans manoeuvres financières d'aucune sorte non plus que de risques de "récupération" quelconque...

La lutte n'est pas terminée, elle exigera une grande persévérance... L'élan doit se prolonger dans toute la société américaine...

Et, bien que les viticulteurs n'aient par encore cédé à toutes les revendications des ouvriers agricoles, Cesar Chavez est plein d'espoir :

"Peut-être faudra-t-il encore du temps avant que les viticulteurs nous considèrent comme des êtres humains... Mais nous gagnerons parce que nous réalisons une vraie révolution... pas seulement économique, mais une vraie révolution de la pensée et du coeur.

Nous avons aidé le peuple à perdre sa peur !

Lorsqu'un homme, ou une femme, se sont joints à un piquet de grève, même si ce n'est que pour une journée, qu'ils soient jeunes ou vieux..., ils ne seront plus jamais les mêmes qu'avant : ils se sont affirmés en tant qu'hommes, et par la non-violence, ils ont affirmé que les autres, aussi, c'étaient des hommes !"

SUR LE RENVOI DES LIVRETS MILITAIRES

Copie d'un tract envoyé à Survivre

Jean ARENE - Cotignac (Var) - Gilbert NICOLAS - Marseille - René SERRIERE - La Seyne (Var)
Laurent MAIRE - Marseille

Renvoient leur livret militaire au ministre des armées - Ils risquent ainsi une forte amende, la privation de leurs droits civiques et la prison.

Pourquoi ces actes ? - Pour protester publiquement contre la politique militaire de notre gouvernement.

La force de frappe atomique qui encourage la dissémination nucléaire;
La stratégie anti-cités qui prend pour otages des civils;
Les essais nucléaires de Polynésie qui nuisent gravement aux populations de ces régions;
Les ventes d'armes françaises à l'étranger;
La guerre du Tchad;
Les injustices et les situations de violence entretenues, en France et à l'étranger, par cette politique et les dépenses qu'elle entraîne.

Pour affirmer leur confiance en la non-violence active qui donne à tout citoyen le pouvoir :

- de dire non à l'inacceptable,
- de résister efficacement à toute forme d'oppression et d'exploitation de l'homme par l'homme,
- de construire, avec les autres, une société plus juste et par conséquent plus pacifique qui favorise davantage le libre épanouissement de tout l'homme et de tous les hommes.

Le renvoi de son livret est une des formes individuelles de la désobéissance civile qui n'est elle-même qu'un des aspects de la non violence active. Celle-ci, qui a fait preuve de son efficacité dans de nombreux combats y compris face aux Nazis (Danemark, Norvège) donne à tous les hommes désireux d'agir pour la liberté, la justice et la paix des armes pacifiques pour mener leur lutte dans le respect absolu de

la personne de leurs adversaires : grèves, boycottages, refus d'impôt, non-coopération, occupation non-violente de locaux, objection de conscience, grève de la faim, manifestations pacifiques, marches, enchaînements publics, etc...

Important : l'action non-violente doit être préparée en groupe et mûrement réfléchie. Elle n'exclut nullement d'autres formes d'action dans la mesure où elles sont compatibles avec le respect des personnes et la justice. Elle n'a rien à voir avec la passivité.

Ces renvois de livrets ne sont pas isolés - partout en France et à l'Étranger - L'action non-violente est commencée...

En France... Deux Toulonnais, Aimé Leaud et Olivier MAUREL, ainsi que des dizaines de Français dans d'autres régions, ont renvoyé leur livret militaire. D'autres l'ont brûlé publiquement.

A Toulouse, Caen, Orléans, Mulhouse, Saint-Étienne, etc. des hommes et des femmes refusent de payer la part d'impôt destinée à la préparation de la guerre et la versent à des organismes qui oeuvrent pour la justice et la paix.

Le nombre des objecteurs au service militaire s'accroît sans cesse et le combat pour l'amélioration de leur statut se poursuit.

Manifestations, enchaînements publics, jeûnes se multiplient à l'occasion des essais nucléaires et des ventes d'armes et provoquent une prise de conscience dans notre pays.

Des groupes de soutien se créent autour de ceux qui prennent le plus de risques et poursuivent, en liaison entre eux, un travail d'information sur la non-violence. La communauté de l'Arche, dans l'Hérault, réalise depuis de longues années une expérience de société non-violente.

A l'Étranger... Les groupes français travaillent en liaison avec Gonzalo Arias et Jose-Luis Beunza (Espagne), Danilo Dolci (Italie), les objecteurs en lutte pour leur statut en Suisse, Jean et Hildegard Goss (Autriche), Theodor Ebert (Allemagne), Ralph Abernathy, Cesar Chavez et Joan Baez (USA), Dom Helder Camara (Brésil, Vinoba (Inde)...

Des actes de désobéissance civile ont également eu lieu en URSS et la résistance à la "normalisation" se poursuit en Tchécoslovaquie.

Il dépend maintenant de chacun de nous que l'action non-violente s'implante partout dans les villes, les quartiers, les villages et contribue à rendre notre monde plus vivable et plus humain, plus juste et plus pacifique.

Vous pouvez faire un pas dans ce sens en vous adressant au groupe d'information et d'action non-violente, 56, rue Gimelli, 83 - Toulon.

DEMYSTIFICATION

En dernière heure, nous recevons le texte ci-dessous de Christianne Pierdet, collaboratrice du Pasteur R. Cruse, proposé pour signature à de nombreuses personnalités et à d'autres mouvements, et que nous approuvons et soutenons entièrement.

Par la présente déclaration, les soussignés entendent amener à sa juste dimension l'acte public de leurs amis de Lyon (GARM - Groupe d'Action et de Résistance à la Militarisation) qui, avec la participation physique du Pasteur Cruse, ont manifesté leur opposition à la poursuite de la force de frappe française, en mettant l'accent sur le chantier de Mont Verdun, près de Lyon (Taverny II - 2ème centre de commande stratégique de "défense" atomique - le Pentagone français).

Ils dénoncent ici la mystification de l'information faite sur cette action tant par la presse écrite que parlée (1) qui veut donner à entendre qu'il s'agit là d'une manifestation de "gauchistes" ridiculement peu nombreux, voulant, une fois de plus, marginaliser tous ceux qui, à l'appui des dossiers sérieux tant sur les aspects technologiques, économiques, politiques et théologiques du problème, démontrent, d'une part l'inefficacité et le danger de notre soi-disant force de dissuasion et, d'autre part, les possibilités de reconversion des travailleurs des industries d'armement.

En maintenant le qualificatif attribué aux manifestants de Lyon, on peut donc soutenir qu'il y a en France quelque 60%

de gauchistes en puissance face à cette question. Tels furent en effet les résultats, non divulgués, des sondages réalisés tant par l'I.F.O.P. à la demande de l'O.R.T.F. que par la SIFRES à la demande du Gouvernement, sur la politique française en matière de force de frappe.

Combien de temps encore nous faudra-t-il protester de la manière dont il l'a été fait à Lyon, pour qu'enfin le Gouvernement français ne nous minorise plus ?

Nous sommes tous solidaires des personnes appréhendées à Lyon et nous exigeons l'ouverture des antennes de l'ORTF (la télévision particulièrement) à la diffusion de débats non gouvernementalement manipulés, faute de quoi, demain, il faudra nous appréhender tous.. Il faut être logique au moins.

(1) Ceci ne peut en aucun cas s'adresser aux journalistes d'Europe N° 1 qui ont fait, sur cette manifestation, une information honnête.

D'autre part, il est important de dénoncer ici le silence total de l'O.R.T.F.

* * *

COMMENT JE SUIS DEVENU MILITANT

Ce qui suit reproduit, approximativement, la présentation de A. Grothendieck par lui-même au cours de la discussion publique "Le travailleur scientifique et la Machine Sociale" qui a eu lieu à la Faculté des Sciences de Paris (Paris VI), le mardi 15 décembre 1970, avec la participation du Survivre. Un compte rendu de cette discussion par Denis Guedj suit le présent exposé. Le cas de A. Grothendieck, décrit par lui-même dans les lignes qui suivent, nous paraît d'autant plus symptomatique d'un certain mouvement nécessaire qui s'amorce depuis quelquetemps, "pour elle-même". L'espoir de la survie nous semble en premier lieu lié à celui que de tels "réveils" ne restent pas des cas isolés, mais finissent par former un courant d'une puissance toujours croissante. Notre but - celui de Survivre - est d'y contribuer dans la mesure de nos forces.

Il est assez peu courant que des scientifiques se posent la question du rôle de leur science dans la société. J'ai même l'impression très nette que plus ils sont haut situés dans la hiérarchie sociale, et plus par conséquent ils sont identifiés à l'establishment, ou du moins contents de leur sort, moins ils ont tendance à remettre en cause cette religion qui nous a été inculquée dès les bancs de l'école primaire : toute connaissance scientifique est bonne, quel que soit son contexte; tout progrès technique est bon. Et comme corollaire : la recherche scientifique est toujours bonne. Aussi les scientifiques, y compris les plus prestigieux, ont-ils généralement une connaissance de leur science exclusivement "de l'intérieur", plus éventuellement une connaissance de certains rapports administratifs de leur science avec le reste du monde. Se poser une question comme : la science actuelle, en général, ou mes recherches, en particulier, sont-elles utiles à l'ensemble des hommes, ou neutres, ou nuisibles, - cela n'arrive pratiquement jamais, la réponse étant considérée comme évidente, par des habitudes de pensée enracinées depuis l'enfance, et léguées depuis des siècles. Pour ceux d'entre nous qui sommes des enseignants, la question de la finalité de l'enseignement, ou même simplement celle de son adaptation aux débouchés, est tout aussi rarement posée.

Pas plus que mes collègues, je n'ai fait exception à la règle. Pendant près de vingt-cinq ans, j'ai consacré la totalité de mon énergie intellectuelle à la recherche mathématique, tout en restant dans une ignorance à peu près totale sur le rôle de la mathématique dans la société, i.e. pour l'ensemble des hommes, sans même m'apercevoir qu'il y avait là une question qui méritait qu'on se la pose! La recherche avait exercé sur moi une grande fascination, et je m'y étais lancé dès que j'étais étudiant, malgré l'avenir incertain que je prévoyais comme mathématicien, alors que j'étais étranger en France. Les choses se sont aplanies par la suite : j'ai découvert l'existence du CNRS et y ai passé huit années de ma vie, de 1950 à 1958, toujours émerveillé à l'idée que l'exercice de mon activité favorite m'assurait en même temps la sécurité matérielle, plus généralement d'ailleurs d'année en année. Depuis 1959, j'ai été professeur à l'Institut des Hautes Etudes Scientifiques, qui est un petit institut de recherche pure créé à ce moment, subventionné à l'origine uniquement par des fonds privés (industries). Avec mes quelques collègues, j'y jouissais de conditions de travail exceptionnellement favorables, comme on n'en trouve guère ailleurs qu'à l'Institute for Advanced Study, à Princeton, qui avait d'ailleurs servi de modèle

à l'IHES. Mes relations avec les autres mathématiciens (comme, dans une large mesure, celles des mathématiciens entre eux) se bornaient à des discussions mathématiques sur des questions d'intérêt commun, qui fournissaient un sujet inépuisable. N'ayant eu d'autre enseignement à donner qu'au niveau de la recherche, avec des élèves préparant des thèses, je n'avalais guère eu l'occasion d'être directement confronté aux problèmes de l'enseignement; d'ailleurs, comme la plupart de mes collègues, je considérais pour mon compte personnel que l'enseignement au niveau élémentaire était une diversion regrettable dans l'activité de recherche, et j'étais heureux d'en être dispensé.

Heureusement, il commence à y avoir une petite minorité de scientifiques qui se réveillent plus ou moins brutalement de l'état de quiétude parfaite que je viens de décrire. En France, le mois de Mai 1968 a été dans ce sens un puissant stimulant sur beaucoup de scientifiques ou d'universitaires. Le cas de C. Chevalley est à ce sujet particulièrement éloquent. Pour moi, ces événements m'ont fait prendre conscience de l'importance de la question de l'enseignement universitaire et de ses relations avec la recherche, et j'ai fait partie d'une commission de travail à la Faculté des Sciences d'Orsay, chargée de mettre au point des projets de structure à ce sujet. (Nos conclusions tendant à une distinction assez nette entre le métier d'enseignant et celui de chercheur, ont été d'ailleurs battues en brèche avec une rare unanimité par les assistants et les professeurs, et les rares étudiants qui se sont mêlés aux débats...). Cependant, n'étant pas enseignant, ma vie professionnelle n'a été en rien modifiée par le grand brassage idéologique de Mai 68. Néanmoins, depuis environ une année, j'ai commencé à prendre conscience progressivement de l'urgence d'un certain nombre de problèmes, et depuis fin juillet de l'an dernier je consacre la plus grande partie de mon temps en militant pour le mouvement Survivre, fondé en juillet à Montréal, dont le but est la lutte pour la survie de l'espèce humaine, et même de la vie tout court, menacée par le déséquilibre écologique croissant causé par une utilisation indiscriminée de la science et de la technologie et par des mécanismes sociaux suicidaires, et menacée également par les conflits militaires et les dangers de conflits militaires liés à la prolifération des appareils militaires et des industries d'armement. Les questions soulevées dans le petit tract qui a annoncé la réunion d'aujourd'hui font partie de la sphère d'intérêt de Survivre, car ils nous semblent liés de façon essentielle à la question de notre survie. On m'a suggéré de raconter ici comment s'est faite,

pour moi personnellement, la prise de conscience qui a abouti à un bouleversement important de ma vie professionnelle et de la nature de mes activités.

Pour ceci, je devrais préciser maintenant que dans mes relations avec la plupart de mes collègues mathématiciens, il y avait un certain malaise. Il provenait de la légèreté avec laquelle ces collègues acceptaient des contrats avec l'armée (américaine le plus souvent), ou acceptaient de participer à des rencontres scientifiques financées par des fonds militaires. En fait, à ma connaissance, aucun des collègues que je fréquentais ne participe à des recherches de nature militaire, soit qu'ils jugent une telle participation comme répréhensible, soit que leur intérêt exclusif pour la recherche pure les rende indifférents à la sorte d'avantages et de prestige qui s'attache à la recherche militaire. Ainsi la collaboration des collègues que je connais avec l'armée leur fournit un surplus de ressources ou des commodités de travail supplémentaires, sans contrepartie apparente - sauf la caution implicite qu'ils donnent à l'armée. Cela ne les empêche d'ailleurs pas de professer des idées "de gauche" ou de s'indigner contre les guerres coloniales (Indochine, Algérie, Vietnam) menées par cette même armée dont ils recueillent volontiers la manne bien-faisante. Ils donnent généralement cette attitude comme justification pour leur collaboration avec l'armée, puisque d'après eux cette collaboration "ne limitait en rien" leur indépendance par rapport à l'armée, ni leur liberté d'opinion. Ils se refusent à voir qu'elle contribue à donner une auréole de respectabilité et de libéralisme à cet appareil d'asservissement, de destruction et d'avilissement de l'homme qu'est l'armée. Il y avait là une contradiction qui me choquait. Cependant, habitué depuis mon enfance aux difficultés qu'il y a à convaincre autrui sur des questions morales qui me semblent évidentes, j'avais le tort d'éviter des discussions sur cette question importante, et me cantonnais dans le domaine des problèmes purement mathématiques, qui ont ce grand avantage de faire aisément l'accord des esprits. Cette situation a continué jusqu'au mois de novembre 1969, où j'appris fortuitement que l'IHES était depuis trois ans financé partiellement par des fonds militaires. Ces subventions d'ailleurs n'étaient assorties d'aucune condition ou entravées dans le fonctionnement scientifique de l'IHES, et n'avaient pas été portées à la connaissance des professeurs par la direction, ce qui explique mon ignorance à leur sujet pendant si longtemps. Je réalise maintenant qu'il y avait eu négligence de ma part, et que vu ma ferme

détermination à ne pas travailler dans une institution subventionnée par l'armée, il m'appartenait de me tenir informé sur les sources de financement de l'institution où je travaillais.

Quoi qu'il en soit, je fis aussitôt mon possible pour obtenir la suppression des subventions militaires de l'IHES. De mes quatre collègues, deux étaient en principe favorables au maintien de ces subventions, un autre était indifférent, un autre hésitant sur la question de principe.

Tout compte fait, tous quatre auraient préféré la suppression des subventions militaires plutôt que mon départ. Ils firent même une démarche dans ce sens auprès du directeur de l'IHES, contredite peu après par des démarches contraires par deux de ces collègues. Aucun de mes collègues n'était disposé à appuyer à fond mon action, ce qui aurait certainement suffi à obtenir gain de cause. Il est inutile d'entrer ici dans le détail des péripéties qui ont abouti à me convaincre qu'il était impossible d'obtenir une quelconque garantie que l'IHES ne serait pas subventionné par des fonds militaires à l'avenir. Cela m'a conduit à quitter l'IHES au mois de septembre dernier. Pour l'année académique 1970/71, je suis professeur associé au Collège de France.

Après quelques semaines d'amertume et de déception, j'ai réalisé qu'il est préférable pour moi que l'issue ait été telle que je l'ai décrite. En effet, lorsqu'il semblait à un moment donné que la situation "allait s'arranger", je me disposais déjà à retourner entièrement à des efforts purement scientifiques. C'est de m'être vu dans une situation où j'ai dû abandonner une institution dans laquelle j'avais donné le meilleur de mon oeuvre mathématique (et dont j'avais été le premier, avec J. Dieudonné, à fonder la réputation scientifique), qui m'a donné un choc d'une force suffisante pour m'arracher à mes intérêts purement spéculatifs et scientifiques, et pour m'obliger, après des discussions avec de nombreux collègues, à prendre conscience du principal problème de notre temps, celui de la survie, dont celui de l'armée et des armements n'est qu'un des nombreux aspects. Ce dernier m'apparaît encore comme le plus flagrant du point de vue moral, mais non plus comme le plus fondamental pour l'analyse objective des mécanismes qui sont en train d'entraîner l'humanité vers sa propre destruction.

=====

DEFINITION : La science, c'est la projection de nos structures logico-rationnelles, sur un donné indéterminé.

COROLLAIRE 1 : "Faire des sciences" c'est décrire logico-rationnellement nos propres structures logico-rationnelles ; ceci non perçu, une grande partie des scientifiques sont conduits à "prendre des vessies pour des lanternes".

COROLLAIRE 2 : Ce n'est certainement pas scientifiquement qu'on peut espérer éventuellement atteindre le "donné" en question dans la définition.

SCIENCE ET SOCIÉTÉ

Au début de l'année universitaire, lors d'une réunion où se retrouvaient des scientifiques adhérents ou non à Survivre, on décide de populariser un certain nombre de thèmes liant Science et Société.

Un millier de tracts étaient distribués à la Faculté des Sciences à Paris. 150 à 200 participants à cette réunion. Il est clair que le sujet est au cœur des préoccupations d'un certain nombre de scientifiques, beaucoup d'enseignants, de chercheurs et d'étudiants mais peu de techniciens.

Après que C. Chevalley ait présenté les buts de cette réunion ainsi que le mouvement Survivre, A. Grothendieck explique "Comment il est devenu militant" (voir pages précédentes). Ensuite, un débat s'ouvre, au cours duquel un grand nombre de participants interviennent. Beaucoup de questions sur "pourquoi privilégier la lutte sur le lien entre l'armée et la recherche" ? Il a été répondu que ce thème est certainement celui qui touche le plus de scientifiques. R. Godement donne à ce sujet un grand nombre d'exemples où, aux USA, la lutte a commencé : attaque par les étudiants de l'Institute for Defence Analysis, du Stanford Research Institute, du Lincoln Laboratory. On intervient ensuite pour dire que s'il est bon de commencer par ce thème, il faut pouvoir rapidement aborder les liens entre Science et Industrie. On parle beaucoup de la DRME et de la DGRST. Il faudra faire quelque chose au sujet de ces deux organismes chargés l'un de faire officiellement des contrats de recherche avec l'armée, l'autre de faire, officiellement, de plus en plus de contrats de recherche avec l'armée. Un étudiant raconte comment, après avoir terminé sa maîtrise, et trouvé un emploi il a pris conscience du travail qu'il faisait et de l'utilisation qu'on faisait de lui, qu'une partie de son travail servait en réalité à accélérer le rythme de la chaîne de montage.

R. Godement propose la création d'un séminaire "Science et Société", dont voici le texte de présentation :

Le groupe d'étude Science et Société a pour but de lutter contre l'obscurantisme des milieux scientifiques parisiens, d'aider les scientifiques à s'intéresser à leur propre société, à la comprendre et à la changer, et de contribuer à la transformation de la science en un facteur de progrès intellectuel. Nous voulons réveiller ceux qui font des sciences comme vaches font du lait.

Le groupe Science et Société s'efforcera de rassembler, d'analyser et de diffuser la documentation relative à l'histoire récente des grandes disciplines scientifiques et de leurs applications technologiques, à la sociologie des sciences, aux aspects économiques, politiques et militaires du progrès scientifique, et de lancer des enquêtes sur le terrain.

La participation à Science et Société est ouverte à tous ceux qui sont disposés à travailler pour essayer de s'instruire et de comprendre, à tous ceux qui, disposant déjà de connaissances théoriques ou d'une expérience personnelle intéressante, acceptent d'en discuter publiquement avec nous. La participation de non scientifiques (sociologues, économistes, etc...) n'est pas seulement admise, elle est vivement souhaitée.

On attend des participants à Science et Société qu'ils respectent certaines règles du jeu :

1. Bien qu'orientés à gauche, nous n'avons pas l'intention de transformer nos réunions en batailles rangées, ni en cérémonies du culte. Les tartes à la crème nous écoeurent, particulièrement si elles sont de gauche, et il nous paraît préférable d'abandonner les procédés diffamatoires aux experts d'en face.

2. Nous voulons des faits, des documents, des statistiques, des dates, du concret et du contrôlable. Toute assertion non démontrée nous paraît suspecte, ainsi que toute information non accompagnée de références permettant d'en vérifier l'origine.

3. Tout orateur est censé dire tout ce qu'il sait sans tenir compte de sa version personnelle de la Raison d'Etat : pas d'icebergs. Les théories qui contredisent les faits sont dans leur tort, même si elles sont "de gauche". Rappelons d'autre part aux dirigeants trop discrets de la communauté scientifique qu'une université n'est pas une succursale du ministère de l'intérieur : on est au minimum censé y rechercher et diffuser la vérité dans tous les domaines et sans limitation d'aucune sorte. Ce que l'on refuse d'avouer est généralement invouable.

4. Pour comprendre les rapports entre la science et la société, il est sûrement utile que chacun se pose des questions sur sa situation personnelle; mais cela ne saurait suffire : aucun labo n'est le centre de rotation de l'univers, et pour s'instruire il faut lire, aussi.

Pourquoi faites-vous des sciences ?

Comment passe-t-on de la science pure à la science appliquée, à la technologie, à la quincaillerie ? Existe-t-il une idéologie de la science ? Les mathématiques sont-elles un instrument de répression des fils de prolos en France, et peuvent-elles servir à les libérer en Chine ? Avez-vous réfléchi aux obstacles psychologiques que doit surmonter le chercheur débutant ? Existe-t-il des hiérarchies sociales à l'intérieur du milieu scientifique ? Le problème est-il de faire calculer

Les réacteurs des Mirages par des fils de prolos plutôt que par des fils de bourgeois ? Possède-t-on des informations statistiques sur l'origine sociale des scientifiques ? La guerre du Viet-Nam agite-t-elle autant de chimistes américains que de physiciens, ou de sociologues ? Que savez-vous d'Oppenheimer, Teller, von Neumann, Wiener, von Karman ? Avez-vous entendu parler du Manhattan Project, du MANIAC, de la Super, des ICBM, du B-70, du SST, des ABM, de la CBW, du MIT, de la Rand, du MITRE, de l'IDA et de l'ARPA, du DOD, de la NASA, du SAC, and what not ? Savez-vous que le von Neumann de la Logique et des espaces de Hilbert a aussi inventé la théorie des jeux et les ordinateurs, calculé la bombe H, et dirigé la première commission d'étude américaine des fusées intercontinentales ? Savez-vous que le R (Ramo) et le W (Woolbridge) de la compagnie TRW, qui va construire une succursale à Bordeaux, faisaient partie de ladite commission ? Est-il Dieu possible que l'Université de Paris ait, en 1957, décerné un diplôme de Docteur Honoris Causa au savant aérodynamicien qui présidait depuis 1945 le comité scientifique consultatif de l'US Air Force ? Saviez-vous que c'était "un humaniste avec des amis et des admirateurs dans tous les milieux", "un homme de magnétisme, de charme et par dessus tout doué d'un sens rafraîchissant de l'humour" ? Pourquoi les étudiants américains attaquent-ils l'Institute for Defense Analysis, le Stanford Research Institute, le Lincoln Lab ? Du reste, que savez-vous de ces institutions scientifiques ? Avez-vous entendu parler de la grève du MIT du 4 mars 1969 et du discours de Georges Wald à cette occasion ? Est-il raisonnable de croire que les aspects militaires du progrès scientifique menacent la survie de l'espèce humaine ? Ce que racontent les survivants d'Hiroshima vous concerne-t-il ? N'est-il pas évident que les scientifiques ont toujours "détourné" au profit de l'Humanité l'argent des militaires ? Au reste, la distinction entre crédits civils et crédits militaires a-t-elle un sens ? L'inventeur des équations de Maxwell est-il responsable de la censure à l'ORTF ? Est-il légitime de penser que tout ce qui est techniquement faisable se fera, donc doit se faire, donc que j'aurais intérêt à le faire sur le champ pour battre mes petits camarades à l'arrivée ? Et ta sœur, si le cousin de Jules te disait qu'il va la violer demain à cinq heures, est-ce que tu irais coucher avec elle sur le champ pour être certain de ne pas rester en rade ? Avez-vous entendu parler de la déontologie des ordinateurs, des écarts technologiques, et du plan Calcul ? Que savez-vous de la DGRST, de la DRME, de l'ONERA, du CNES, de l'histoire du Commissariat à l'énergie atomique, de Saclay, de Pierrelatte, de l'accélérateur, et de tout ce qui se passe dans tous les labos parisiens ? Quelles sont leurs sources de financement, comment recrutent-ils leur personnel, quelles sont leurs relations avec l'extérieur ? Connaissez-vous l'histoire de l'Ecole Polytechnique, et savez-vous ce que deviennent les Polytechniciens ? Le Laboratoire de Physique de l'Ecole Normale Supérieure est-il une institution purement scientifique ? Croyez-vous au scénario suivant : 10 000 chars soviétiques convergent vers l'Alsace-Lorraine, M. Debré parle de vitrifier Moscou, et les tanks russes, la queue entre les jambes, rentrent piteusement au bercail ? Qui construit la force de frappe ? Un pays comme la France peut-il, sans aide extérieure, édifier une industrie atomique rentable ? Le rôle d'une Faculté des Sciences devrait-il être simplement d'indiquer aux étudiants les routes à suivre pour s'intégrer à la société, ou devrait-on aussi les aider à la comprendre ? Les étudiants savent-ils ce qu'ils font lorsqu'ils choisissent une spécialisation ou un métier ? Que savez-vous des études de Physique à l'Université de Moscou ? Les NASA russe et américaine se ressemblent-elles ? Que sait-on de la recherche scientifique en Chine ? La fusion de la théorie et de la pratique, est-ce que c'est la vie de von Karman ? Si vous ne trouvez pas de réponses à ces questions dans vos bibliothèques, et si vous êtes plus curieux que vos professeurs, ou vos patrons, ou vos collègues, ou vos amis, pourquoi ne pas venir travailler avec nous ?

Après une première réunion générale, trois groupes se sont formés :

- Idéologie de la Science,
- Crise dans les milieux scientifiques,
- Recherche scientifique et applications

Parallèlement un séminaire sur le thème "Les fonctions sociales de la Science" animé par G. Waysard débute le 1er février au Département de Mathématiques de l'Université de Vincennes. En voici le texte de présentation :

Séminaire : Les fonctions sociales de la Science - Arme de la critique ou force productive, infrastructure, super-structure ou structure tout court, la science, même sans majuscule, au singulier ou au pluriel, reste tabou. Les critiques les plus acerbes du capitalisme n'ont jamais remis en cause le fonctionnement et le développement de la pratique scientifique. - Quand, trop rarement, le tabou a été violé, on n'a su offrir comme alternative aux rationalités scientifiques qu'un obscurantisme synonyme d'incapacité à analyser le rôle des activités scientifiques.

Entre l'activité scientifique la plus pure, la plus rigoureusement fondée et le reste de la société existe un ensemble de relations dont l'examen fera l'objet du séminaire "Les fonctions sociales de la Science".

Questions abordées - Les questions abordées par les exposés seront prises dans les thèmes suivants :

1. Les obstacles à la connaissance des relations entre science et organisation sociale (les idéologies du progrès et de la production)
2. Le concept de forces productives (avant, pendant ...et après Marx)
3. La notion de révolution scientifique ; mythe ou réalité ? (Signification sociale et épistémologique de cette notion)

Pour Science & Société, s'adresser à R. Godement, 3, rue de l'Estrapade, Paris V°

Pour le séminaire "Les fonctions sociales de la Science" le groupe se réunit le lundi à 19 h 30, salle C 110., Dép. de Math. Faculté de Vincennes. - Ecrire : Dép. de Maths, Faculté de Vincennes, route des Tourelles - Vincennes.

POLLUTION RADIOACTIVE ET ATOMIC ENERGY COMMISSION

II. Proposition pour une rationalisation de la future politique de protection contre la radioactivité et les autres formes de pollution

Rapport au Congrès de l'A.E.C. présenté par A.R. Tamplin (voir Survivre n° 5, p. 5)

Introduction

La pollution de l'environnement est un problème d'une extrême actualité. Les décisions au sujet de la pollution ne devraient pas être le fait de soi-disant experts qui délibèrent en secret. Ce devrait être au pollueur et non au public ou aux bureaux gouvernementaux de surveillance de faire la preuve que son action est ou n'est pas nocive. Ce devrait être au pollueur de convaincre le public qu'il a fait tout ce qu'il était possible de faire pour réduire le niveau de pollution et pour que les bénéfices que l'on peut tirer de son activité contrebalancent les risques de pollution résiduelle.

La Pollution et la Fragilité de l'Organisme Humain

La race humaine possède, semble-t-il, une incroyable dose de confiance en soi. Nous croyons toujours que nous pouvons endurer une interminable série d'avatars et survivre quand même, et cela est sans doute vrai. Mais, en croyant cela, nous négligeons un fait important : le fait que ces agressions attaquent notre bagage physiologique et que nous payerons tout cela par un affaiblissement de notre capacité physique et une réduction de notre temps de vie.

Face à la grande variété de produits toxiques qui sont introduits dans notre environnement comme polluants, on a établi une série de catégories que l'on appelle niveaux tolérés ou bien seuils maxima de tolérance. D'ordinaire, ces catégories représentent des concentrations inférieures, généralement bien inférieures au niveau où se produisent des symptômes immédiats et évidents de maladie. Nous nous laissons donc complaisamment aller à croire que les concentrations inférieures à ce niveau de tolérance sont sans danger, ce qui n'est pas automatiquement vrai. Pratiquement, pour la plupart des polluants, c'est même une erreur notoire. Même en dessous du niveau de tolérance, un polluant continue vraisemblablement à produire ses effets nocifs, mais à un rythme trop lent pour qu'on ait pu l'observer au cours du petit nombre d'expériences réalisées sur des animaux à faible durée de vie, ou bien lors des courtes expériences faites sur un petit groupe d'êtres humains. D'autre part, les sujets humains sont généralement des adultes et on sait peu de choses des effets à long terme sur l'enfant en pleine croissance. Les polluants peuvent donc avoir des effets qui ont été négligés dans les expériences réalisées ou bien qui n'ont pas pu être observés lors des expériences. C'est ce qui a dû se passer pour la thalidomide, et depuis, les nouveaux médicaments sont essayés sur le fœtus en développement.

D'autre part, les effets de la combinaison de deux polluants peuvent être bien plus nocifs que ceux de chaque polluant pris individuellement. Par exemple, les radiations mélangées avec les effets du tabac sont dix fois plus dangereuses que seules. Cette synergie des polluants semble devoir être la règle plutôt que l'exception. Il faut, croyons-nous, prendre au sérieux les déclarations du genre de celles du Dr Saffiotti, Directeur scientifique associé pour la Carcinogénèse à l'Institut National de la Santé : "Les effets de la pénétration dans le poumon d'un carcinogène - produit cancérigène - à faible dose aspiré sous forme de poussière sont suffisamment alarmants pour nous interdire de considérer comme "sans danger" toute exposition à un produit cancérigène même à faible dose."

Il ne faut pas oublier que même un additif dans les produits alimentaires est un polluant potentiel et peut avoir un léger effet nocif sur l'individu pris isolément, mais être d'une grave nocivité pour un individu sur 10.000. Soit que cet effet ait échappé à l'observation lors des expériences, soit que cet effet soit multiplié dans des proportions considérables par la publicité et la distribution de masse, étant donné qu'ainsi le produit incriminé peut être désiré et acquis par quelques 200 millions d'individus. La décision du secrétaire Finch au sujet des cyclamates marque une courageuse rupture avec le passé et un pas en avant essentiel(*).

Ce que je veux souligner ici c'est que l'incertitude qui entoure les effets de la radioactivité caractérise également toutes les formes de polluants de l'environnement. Nous payons pour chaque polluant un certain prix, mais le montant total risque fort d'être au-dessus de nos moyens.

Pourquoi la Pollution ?

Si nous considérons l'ensemble des connaissances scientifiques et technologiques dont dispose ce pays et son industrie, il apparaît clairement qu'il existe des moyens capables d'éliminer pratiquement toutes les formes de pollution de l'environnement, avec une exception cependant, celle de la chaleur rejetée (je reviendrai sur ce point).

(*) Il s'agit d'un adoucisseur alimentaire qui était abondamment employé dans plusieurs denrées alimentaires, bien que les expériences effectuées sur les animaux aient indiqué qu'il pouvait produire le cancer, l'avortement ou détériorer les fœtus; le 18 octobre 1969, le Secrétaire Finch le raya de la liste des substances "généralement reconnues comme sans danger." (Note de l'éditeur).

Le développement de l'industrie nucléaire dans ce pays offre un exemple bien connu de la raison pour laquelle nous devons faire face à d'aussi graves problèmes de pollution. Or cette industrie peut également nous enseigner ce qu'il faudrait faire pour améliorer l'environnement et la vie de ce pays. Cette industrie est au cœur du problème car, en plus d'être elle-même polluante, elle produit l'énergie électrique nécessaire au fonctionnement d'autres pollueurs industriels.

Tant qu'il n'y a pas de limite légale à la pollution ou tant qu'il y en a une, n'importe quelle industrie sans intérêt peut polluer. Une limitation légale de la pollution sous-entend : ou bien qu'il y a une limite de sécurité à la pollution, ou bien que le processus de pollution est contrebalancé par un profit suffisant pour la société. Or nous n'avons aucun moyen d'indiquer qu'il existe une pollution "sans danger", et de plus, lorsqu'une limitation légale est établie, la pollution peut se produire sans aucune contrepartie favorable.

La Commission pour l'Energie Atomique (A.E.C.) a indiqué qu'un calcul risque-bénéfice avait été effectué, lequel montrait que le bénéfice l'emportait sur le risque. Mais les responsables de cette Commission n'ont jamais démontré cette assertion, et ils voient d'un fort mauvais œil les gens comme nous qui osent procéder à une évaluation des risques. Examinons la déclaration du Dr Werth, Directeur associé pour l'Excavation (*) au Lawrence Radiation Laboratory (LRL) lors de son commentaire sur une question posée par le Sénateur Gravel : "Il est malaisé en matière de radioactivité de faire la part des risques et des bénéfices. On a besoin de gaz naturel. L'une des études les plus sérieuses a été réalisée par la Commission Fédérale de l'Energie (FPC) et elle a pour titre "Rapport sur la Production et la demande de gaz sur le plan national" (**), Bureau du Gaz Naturel, FPC, Washington, D.C., Septembre 1969. Si on disposait de plus de gaz, on pourrait en brûler dans davantage de villes, réduisant ainsi le brouillard et les risques pour la santé qu'entraîne sa présence. Mais à ma connaissance, on n'a pas encore évalué si les risques dus au brouillard étaient plus ou moins grands que ceux qu'entraîne un certain degré de radioactivité du sous-sol." Pourquoi ne pas réaliser cette étude avant de dépenser des millions de dollars dans l'élargissement du programme de production de gaz ? Est-ce qu'une étude de ce genre démontrerait que c'est une bonne solution que d'établir des adductions de gaz dans toutes les maisons pour diminuer la pollution atmosphérique ? Il faut croire que même le Membre du Congrès Hollifield n'est pas tellement persuadé des bienfaits de l'opération puisqu'il a demandé pourquoi chaque année quelques dix-sept milliards de mètres cubes de gaz étaient envoyés au Japon si le manque de gaz naturel

(*) Un programme de l'AEC en vue de l'utilisation des explosifs nucléaires pour le creusement des canaux, la détection de réservoirs de gaz naturel, etc. (Note de l'Editeur)

(**) Remarquez comment il identifie besoin et demande (Dr Tamplin).

était aussi grave que l'affirmait l'A.E.C.

Lorsque vous reconsidérez tous leurs arguments, si vous n'êtes pas affligés d'une incurable naïveté, vous vous rendez compte que la seule chose qui a été faite c'est une analyse des coûts, des prix de revient. Par exemple, les réacteurs nucléaires ne sont compétitifs avec les anciennes usines de production d'énergie électrique que d'une manière marginale. Toute modification supplémentaire les relèguerait en marge des affaires; et quand je dis affaires, je parle de grosses affaires. Le coût des réacteurs actuels dépasse 25 milliards de dollars. Les industriels verraient assez bien une multiplication par 2 ou par 3 de leur activité. Tout cela fait qu'étant donné la taille du marché, certaines critiques de l'énergie nucléaire sont accusés d'être à la solde de l'industrie du charbon.

Tous les critiques de l'énergie atomique de ma connaissance considèrent aussi néfastes, sinon plus, les usines thermiques que les usines nucléaires. Impossible de nier, en effet, les effets dangereux des gaz nocifs qui s'échappent des cheminées des usines thermiques (*). Et voilà pourquoi la société toute entière est en cause dans cette controverse. Si les usines thermiques vieux modèle sont obligées de filtrer leurs gaz toxiques, leurs coûts augmenteront. Les usines nucléaires peuvent peut-être faire face à des contrôles plus sévères et rester compétitives. On ne s'est jamais vraiment demandé si la société se trouve prête à accepter une augmentation de ses notes d'électricité. Mais tout semble indiquer que oui.

Cependant les gaz toxiques et la radioactivité ne sont pas les seuls sous-produits de la production d'énergie électrique. Il y a aussi la chaleur dégagée : assez de chaleur pour changer radicalement notre écologie, si toutefois nos besoins futurs en énergie correspondent aux calculs (**). Il ne faut donc pas limiter la discussion publique, par exemple, au problème de savoir à quelle température l'eau chaude rejetée d'une usine déterminée sera déversée dans la nature, ou comment s'effectuera l'expulsion dans notre atmosphère des déchets radioactifs. Commencer par poser ce genre de problèmes serait mettre la charrue avant les boeufs. Il faut commencer par une question fondamentale.

Et cette question fondamentale, c'est tout simplement : "Pourquoi développer la production d'énergie ?" Jusqu'à une date fort récente, cette question n'a pas été posée publiquement. L'affirmation catégorique et arbitraire selon laquelle : "... Les besoins en énergie doublent tous les 8 ans" n'est guère convaincante. Accepter cette idée sans broncher, c'est

(*) Les anciennes usines thermiques brûlent du charbon ou du pétrole pour produire de l'électricité, et elles sont de ce fait l'un des facteurs les plus importants de pollution de l'atmosphère.

(**) NDLR. En 1968, quelques 40 milliards de BTU (British thermal units) de chaleur par heure ont été déversés dans le Lac Michigan par les usines d'énergie électrique. A une date récente (10 septembre), on a annoncé qu'on allait prendre des mesures légales pour interdire le rejet de chaleur dans le lac, en raison de la gravité des dommages biologiques provoqués.

accepter et assumer l'idée que la consommation d'énergie électrique est une fin souhaitable en soi. A l'heure actuelle, à un moment où le problème de l'environnement se pose avec acuité, il devient nécessaire de remettre en question le fondement de toutes les agressions qu'il subit. Je me demande pourquoi nous aurions besoin automatiquement de davantage d'énergie. La population des Etats-Unis augmente d'un pour cent par an. Il n'est pas absolument évident qu'une population augmentant de 1% annuellement ait besoin d'augmenter de 10% par an sa consommation d'énergie.

De toute évidence, la demande d'énergie n'est pas l'équivalent des besoins d'énergie. Comment va être utilisée cette énergie ? Les tenants du développement énergétique soulignent l'utilisation de l'énergie pour l'éclairage des salles d'opérations dans les hôpitaux, pour le fonctionnement du matériel audiovisuel dans les écoles, la diffusion en stéréo de Brahms et de Beethoven, et une foule d'autres utilisations culturelles passionnantes. On a du mal à croire que ces utilisations représentent un pourcentage élevé de la dépense présente ou future d'énergie. A y regarder de plus près, on découvrira sans doute que la Pacifist Northwest Company a des besoins accrus en énergie afin de faire fonctionner ses fonderies d'aluminium pour répondre à la demande croissante en boîtes de conserve à bière ou en plateaux individuels pour repas devant la Télévision. Je crois qu'il faut se rendre compte qu'actuellement la consommation en énergie ne correspond plus au concept nébuleux de "niveau de vie". La consommation

en énergie correspond à la production de déchets et à la dégradation de la qualité de l'environnement.

Une recommandation pour le Contrôle de la Pollution

Nous sommes donc amenés à nous demander quels sont les moyens de contrôler la pollution. La pollution existe parce qu'elle est permise, soit par la loi, soit par l'absence de loi. Comme je l'ai déjà dit plus haut, qu'il y ait ou non une limitation légale de la pollution, n'importe quelle industrie non essentielle peut polluer. Une limite légale de la pollution implique ou bien qu'on a déterminé un seuil en dessous duquel la contamination est sans danger, ou bien que le processus de pollution rapporte à la société un bénéfice qui contrebalance le risque encouru.

Or nous n'avons aucune preuve qui puisse indiquer qu'un tel seuil existe, quelle que soit la forme de pollution. De plus, lorsqu'une limitation légale est établie, la pollution se produit sans contrepartie bénéfique.

Cette évaluation du bénéfice et du risque nécessaire devrait être faite par l'opinion publique plutôt que par les bureaux de contrôle antipollution. Soulignons ce mot : nécessaire, le bénéfice doit contrebalancer un risque nécessaire. Le droit de passer outre à une décision des bureaux de contrôle devrait revenir au public, par le moyen des tribunaux ou par référendum.

J.W. GOFMAN, Lawrence Radiation Laboratory
Division of Medical Physics - Berkeley,
University of California



UN SAVANT ACCUSE UN REACTEUR NUCLEAIRE D'ETRE RESPONSABLE DE LA MORT DE 2.500 BEBES

" Des preuves que le fonctionnement normal du réacteur nucléaire de Dresden, Illinois, a été la cause de la mort de 2.500 enfants, ont été produites aujourd'hui dans une audience publique du Comité spécial du Sénat de Pennsylvanie. Passant en revue un rapport sur la santé publique, le Dr. E. Sternglass, professeur de radiologie de la Division Santé et Radiations de l'Université de Pittsburg, a déclaré à 8 sénateurs de l'Etat de Pennsylvanie (qui étudient un mémoire sur les réacteurs nucléaires de cet Etat) que les rejets gazeux provenant d'un réacteur de 180 MW, situé à 80 km au sud-ouest de Chicago, étaient impliqués dans les décès importants des enfants qui vivent dans les Comtés sous-le-vent du site de Dresden. Le calcul porte sur tous les enfants morts avant l'âge de un an.

" Lors d'une audience précédente, le 20 août dernier, le comité du Sénat de l'Etat, présidé par le sénateur Edwin G. Holl, avait entendu le docteur Sternglass décrire les effets des faibles doses de radioactivité. - Ces nouvelles informations, déclare le Dr Sternglass, viennent seulement d'être disponibles. Il insista sur l'urgence d'une réduction des émissions des réacteurs nucléaires, car les normes prescrites par l'Atomic Energy Commission ont été fixées avant que ne soit reconnue la plus grande sensibilité des femmes et des enfants aux radiations ionisantes. De plus, dit-il, les normes fédérales ne tiennent aucun compte de la reconcentration biologique de certains produits de fission.

" Le savant recommanda l'arrêt de tous les réacteurs du type "à eau bouillante" pour éviter à l'avenir d'autres pertes de vies humaines. Il déclara que la cheminée de ce type de réacteur, construite par la General Electric, rejette 10 000 fois plus de gaz dangereux que les réacteurs du type utilisé pour les sous-marins.

" Le réacteur de Dresden, près de Morris, Illinois, est en fonctionnement depuis 1959. Les 2.500 décès ont été calculés sur une période de dix ans se terminant en 1968. L'accroissement des décès correspond exactement à l'augmentation des émissions radioactives, déclara le Dr Sternglass. Les statistiques du service de la Santé Publique des USA du département de New, ont été utilisés pour ces calculs.

" De petits réacteurs à eau bouillante fonctionnent à Humboldt Bay, Eureka, Californie, à Big Rock Point, près de Charlevoix, Michigan et à Lacrosse, Wisconsin. De grands réacteurs, trois fois plus grands que celui de Dresden, ont récemment été mis en fonctionnement à Oyster Creek, N.J., sur la baie Bernegat, à Nine-Mile Point, près d'Oswego, N.Y., et à Monticello, Minn. et New-London, Conn. Le plus grand réacteur du monde est sur le point d'être en fonctionnement, juste à côté du réacteur de Dresden. Il existe d'autres réacteurs sur le point d'être achevés, à Vernon, Vermont; à Plymouth, Mass.; à Browns Ferry, Al. et à Rock Island, Ill. Des réacteurs sont en projet (à eau bouillante) à Monroe, Michigan, R-Iswick County, Car. du Nord; Baxley, Georgie; York County, Pa.; Limerick, Pa.; Bordentown, NJ; à Shoreham et à Peekskill, New-York... "

Harrisburg, Pennsylvanie, 21.10.70 (Note communiquée par Mrs Mary Hays WEIK).

L'INDUSTRIE NUCLEAIRE MISE EN QUESTION

Un impératif : vaincre la conspiration du silence

Innombrables sont les articles et les publications qui chantent les merveilleuses possibilités que présente l'énergie nucléaire : production de courant électrique - grands terrassements - dessalement de l'eau de mer - utilisation de radio-éléments dans l'industrie - conservation des aliments - usages médicaux, etc. Dans cette optique, les énormes investissements qu'exige cette industrie ont été présentés comme éminemment utiles et rentables et ont bénéficié, depuis la fin de la guerre et dans tous les pays fortement industrialisés, d'une priorité évidente et indiscutable sur le plan de la répartition des crédits publics.

Par contre, il n'est que très rarement fait mention des avertissements solennels que des savants - et en tout premier lieu des biologistes, indépendants des pouvoirs publics - s'efforcent de faire entendre quant à la gravité des dangers résultant de la pollution radio-active de la biosphère. Cette pollution provient non seulement des retombées radioactives des explosions nucléaires effectuées dans l'atmosphère par les USA, l'URSS, la Grande-Bretagne et la France, avant les fameux "accords de Moscou" (et ensuite, par la Chine et la France) mais encore, des déchets radioactifs gazeux, liquides ou solides qui résultent du fonctionnement, même sévèrement contrôlé, des diverses installations nucléaires : installations d'extraction et de traitement des minerais - réacteurs de puissance - usines de retraitement des combustibles irradiés - usines produisant de l'uranium enrichi...

Sur les dangers que comporte l'Industrie Nucléaire, qu'elle soit "militaire" ou "pacifique", il règne une véritable conspiration du silence.

Dans la grande presse et dans les revues à gros tirage, il n'est presque jamais question des redoutables dangers que présente la pollution radioactive chronique qui résulte du fonctionnement, même normal, de l'industrie nucléaire. Dans le N° spécial du "Courrier de l'UNESCO" (Juillet-Août 1968), consacré aux "Utilisations pacifiques de l'Atome", aucune mention n'est faite des nombreux et pressants avertissements formulés ici ou là, depuis de longues années déjà, par des savants éminents. Par contre, dans ce N°, l'avenir de l'industrie nucléaire est présenté à l'usage du grand public, avec un optimisme systématique qui est (bien malheureusement...) sans aucun rapport avec les très déplaisantes réalités.

De même, les problèmes posés par la pollution de l'environnement par les déchets radioactifs sont à peine mentionnés et seulement en quelques mots dans le numéro du "Courrier de l'Unesco" de Janvier 1969. "Notre planète devient-elle inhabitable ?"

Dans le gros ouvrage de Jean Ternisien : "Les pollutions et "nuisances" d'origine industrielle et urbaine",

publié sous les auspices de la Délégation Générale à la Recherche Scientifique, et diffusé par les éditions PLON (2 volumes), les problèmes posés par la pollution radioactive sont à peine mentionnés.

De nombreuses émissions ont été consacrées par l'O.R.T.F. à la pollution de l'environnement... mais nous n'avons encore jamais entendu dénoncer la pollution qui résulte de l'Industrie Nucléaire. Quelques courageux intervenants n'appartenant pas aux grands services ou organismes publics, ont cependant, à l'occasion, pu signaler en quelques mots, les dangers résultant des retombées radioactives des explosions nucléaires atmosphériques, mais leurs déclarations ont été le plus souvent minimisées ou même vigoureusement contestées par les "officiels" participant à ces émissions.

Dans le volume publié par "L'Association pour le développement du droit mondial" contenant les divers rapports présentés au Colloque de Royan contre les pollutions (Mai 70)(1), le seul bref rapport consacré à la pollution radioactive a été présenté par le soussigné. N'étant pas moi-même professionnellement un spécialiste de ces questions, je m'étais borné à donner connaissance au Congrès des déclarations de biologistes, de généticiens et d'atomistes, de réputation mondiale. Mais les représentants des organismes français et étrangers pourtant directement responsables de ce problème, n'ont pas cru devoir le mentionner. Là encore, conspiration du silence !

Du fait de cette conspiration du silence, nous sommes contraints de rechercher par nous-mêmes, sans l'aide des spécialistes des organismes officiels, la documentation qui nous est nécessaire pour : "Informer l'opinion publique". Au début de nos recherches, il y a quelques années, c'est à grand peine que nous sommes parvenus, mes amis et moi, à trouver les références essentielles. Mais aujourd'hui chacun peut trouver une documentation de base de première valeur dans la belle plaquette "Fessenheim - Vie ou Mort de l'Alsace"(2) qui est destinée à alerter les populations "intéressées" sur les risques qu'implique le projet de construction, au bord du Rhin, d'un réacteur à uranium enrichi et à eau pressurisée (type PWR) de 900 MWe (millions de watts électriques) environ. Cette brochure a été largement diffusée grâce à l'activité infatigable des militants du "Comité de Sauvegarde de Fessenheim et de la plaine du Rhin" (C.S.F.R.)(3)

(1) "La Défense de l'Homme contre les Pollutions". Edit. Pédone - Paris.

(2) Trois jeunes femmes alsaciennes ont rassemblé et présenté avec clarté et talent ces documents : Mmes Esther PETER-DAVIS, Françoise BUCHER et Mlle Annick ALBRECHT.

(3) Président du CSFR, Mr Alain BOOS. Les demandes de brochures doivent être adressées au secrétariat: Mr JJ RETTIG 68-SAALES.

Nos amis alsaciens trouveront peut-être un jour le temps de retracer l'histoire de leurs efforts pour surmonter la "conspiration du silence" à laquelle ils se sont heurtés dès les premiers jours. Tout a été mis en œuvre y compris à l'occasion, les menaces... pour décourager leurs efforts..

Une réunion d'information avait été organisée à Mulhouse le 11 octobre 1970, par nos amis du CSFR. M. le Préfet et les dirigeants de l'EDF qui y avaient été invités n'y sont point venus. Mais tous les Maires du Haut-Rhin ont été convoqués le lendemain, 12 octobre, par M. le Préfet, pour entendre les exposés "rassurants" des dirigeants de l'EDF. A cette réunion, les représentants du CSFR n'ont point été invités. Ainsi aucun dialogue véritable ne put être engagé. Absence complète, également, des représentants de l'EDF par la suite, aux réunions d'information de Strasbourg et de Colmar.

En matière nucléaire, il est donc bien entendu que les risques sont "acceptés" par les fonctionnaires parisiens, mais ceux-ci entendent bien maintenir les populations intéressées (qui sont appelées à "subir" ces risques) dans l'ignorance des graves conséquences que comporte la pollution radioactive qui résultera du fonctionnement du réacteur projeté. Que signifient donc, dans une telle situation de rapport de forces, les mots de "participation" et de "régionalisation"? Que devient, dans ce cas, ce "droit à l'information" que chacun proclame ?

Il nous faut souligner le rôle néfaste joué par certains "spécialistes accrédités", responsables des chroniques de grands journaux ou d'émissions radiodiffusées. Par convictions personnelles ou par un phénomène d'auto-intoxication résultant de la pression des milieux inconditionnellement nucléaires dont ils tirent leurs informations et auxquels ils doivent leur situation d'informateurs privilégiés, certains de ces spécialistes exercent dans le journal auquel ils sont attachés, une véritable censure et se comportent comme si leur premier devoir consistait à enterrer toutes les informations susceptibles de mettre en cause l'industrie nucléaire et d'éclairer le public sur les dangers de la pollution radioactive.

"Comment pouvez-vous supposer - m'ont déclaré avec indignation des P.D.G. de grosses firmes industrielles ou des responsables de grands services publics - que le gouvernement, l'EDF et la Santé Publique laisseraient construire des réacteurs nucléaires si ceux-ci pouvaient vraiment être à l'origine d'une pollution radioactive chronique vraiment significative ?

Oui, vraiment, en effet, comment une telle situation est-elle possible dans un régime démocratique ?

Tout d'abord du fait de la "Raison d'état nucléaire". Aucune information ne doit être diffusée, dans le grand public, qui puisse nuire au développement des armes nucléaires du Pays, preuve de sa grandeur et garantie de l'indépendance nationale. Et ce développement exige du plutonium et de l'uranium enrichi.

De plus, par suite de la solidarité ministérielle, les impératifs militaires conditionnent les options du Développement Industriel de la Recherche Scienti-

fique et imposent leur priorité sur les considérations relatives à la Santé publique.

Affirmations gratuites ? En aucune façon. En voici une preuve ! Le redoutable problème de la pollution radioactive n'est même pas mentionné dans le Rapport N° 8 - Sénat - (13 oct. 1970) de M. Coudé du Foresto rédigé au nom de la "Mission Commune d'Information" sur "l'Ensemble des questions nucléaires" (!!). Quelques lignes de ce très copieux rapport (183 pages) permettent sans doute d'expliquer une telle lacune !

" Il faut dire au surplus qu'il appartient à l'autorité publique de faire prévaloir un esprit de collaboration qui a peut-être d'autant plus fait défaut dans le passé qu'au nouveau gouvernement les responsabilités nucléaires étaient dispersées entre plusieurs ministres dont chacun devait d'ailleurs accorder son action à la primauté des objectifs militaires." (page 32-C' - C'est nous qui soulignons.)

Mais nous aurions grand tort, bien entendu, d'oublier de mentionner les intérêts des puissants groupements industriels français ou internationaux engagés dans "le nucléaire" civil ou militaire. Des préoccupations plus personnelles jouent aussi parfois un rôle non négligeable (traitements élevés, avancement professionnel, considération sociale...) dans le comportement des hommes engagés dans des carrières jusqu'ici particulièrement privilégiées.

Il nous faut enfin souligner la gravité de l'erreur de principe qui est commise en France et dans de nombreux pays nucléaires. Elle consiste à demander à une même organisation (ou aux mêmes hommes...) d'être à la fois juge et partie, c'est à dire de promouvoir avec dynamisme le développement de l'industrie nucléaire... et en même temps, de donner des avis compétents et objectifs relatifs, par exemple, aux périls que comportent les retombées radioactives ou la contamination chronique et cumulative des rejets gazeux ou liquides résultant de toute la chaîne des fabrications nucléaires. Cette très funeste erreur a été dénoncée avec force, aux U.S.A., par les biologistes Tamplin & Gofman, tous deux membres de l'A.E.C., dans une communication mentionnée plus loin.

Reconnaissons que, en Angleterre et aux Etats-Unis plus particulièrement, le grand public trouve enfin maintenant, ici ou là, des études rédigées par des spécialistes compétents qui dénoncent sans ambiguïté, les redoutables périls que comporte l'industrie nucléaire, même "pacifique" (pacifique, cette industrie l'est bien peu).

Mentionnons plus particulièrement tout d'abord l'étude du Dr Frank Barnaby, secrétaire exécutif des célèbres Conférences de Pugwash - "Is nuclear power worth the risks ?" (L'énergie nucléaire vaut-elle les risques ? , parue dans la revue anglaise "Science Journal" (Août 70). Cette étude fait ressortir d'unement chiffrée, la valeur de la radioactivité des multiples déchets gazeux, liquides ou solides qui résultent du fonctionnement même normal d'un réacteur de puissance, type PWR, à uranium enrichi et à eau sous pression, pour une tranche de puissance de 100 MWe (*)

(*) Un résumé a été publié (en français) par la revue PRI. Mr. Jean Pignero - Crisenoy - 77-Guignes (N° 33 - 1970)

Ainsi, c'est une revue scientifique anglaise qui nous apporte avec précision les informations que, durant plusieurs années, mes amis et moi, nous avons vainement demandés à maintes reprises, par lettres et à l'occasion de congrès ou conférences, publiquement, ou encore par le moyen d'articles publiés dans quelques journaux ou revues, accueillants ou même sympathiques (généralement à faible tirage.) A toutes ces demandes formulées avec précision, ni le Ministère de la Santé Publique, organisme de tutelle sur le plan médical, ni l'EDF, ni les Services techniques plus directement consultés, n'avaient jamais répondu, malgré nos réclamations répétées et malgré les assurances qui nous avaient été données verbalement.

Signalons aussi l'important éditorial, signé Jack Shepherd, intitulé "The Nuclear Threat Inside America" (La menace nucléaire intérieure, aux U.S.A.), de la grande revue américaine "Look" (Déc. 70 - p. 21-27).

- Mais une mention toute particulière doit être faite de la communication de deux biologistes de l'AEC (le CEA américain) : Mr Arthur Tamplin de la section de bio-médecine du Laboratoire des Rayonnements, Lawrence, Livermore, et Mr John W. Gofman, de la section de Médecine physique de l'Université de Berkeley (Californie) : "L'Histoire, de la façon erronée selon laquelle a toujours été traité le problème des dangers des radiations au cours du développement de l'énergie atomique." (*)

Honneur à ces deux biologistes qui ont su si courageusement rompre, aux USA, la conspiration du silence dont ils ont été eux-mêmes prisonniers durant de longues années.

Aucune tâche ne sollicite plus impérieusement l'attention et les initiatives des scientifiques ayant adhéré au Mouvement "Survivre". Pour vaincre cette conspiration du silence, leur appui peut être un apport décisif.

Pour les spécialistes, signalons enfin le gros ouvrage (750 pages) publié sous les auspices des trois grandes organisations internationales intéressées (A.I.E.A.-F.A.O.-W.H.O.) "Environmental Contamination by Radioactive Materials" (**) qui renferme le texte de 62 rapports scientifiques, dont onze en français, accompagnés d'une importante bibliographie.

Avec les fondateurs de "SURVIVRE", nous sommes pleinement convaincus que tous les problèmes vraiment fondamentaux peuvent être posés, en langage clair, aux hommes et aux femmes non initiés, et aux populations "intéressées" auxquelles il revient en fin compte, de se prononcer librement, en toute connaissance de cause, sur les diverses options qui détermineront, pour de nombreuses générations, l'avenir de notre civilisation.

Il n'est pas vrai d'affirmer que l'énergie nucléaire soit la seule voie possible du "développement". Il est possible d'avoir recours à d'autres moyens de production de l'énergie nécessaire à ce développement. Et c'est vers ces sources nouvelles d'énergie non polluantes que les crédits de recherche affectés jusqu'ici à l'énergie atomique devraient être réorientés. Mais encore convient-il de ne pas oublier que l'impératif n° 1 du développement n'est pas d'accroître indéfiniment le gaspillage des produits industriels, mais de mettre tout en œuvre pour faire face aux besoins essentiels (alimentation, logement, travail...) des plus défavorisés de nos sociétés "de consommation" et pour répondre au grand défi que constitue la misère des pays jusqu'ici sous-développés.

Daniel PARKER

(*) Nos lecteurs trouveront dans le présent N° de "Survivre" ce texte qui présente un intérêt exceptionnel. Il a été également publié par la revue P.R.I. n° 33 - 1970.

(**) En vente à l' "Office International de Librairie et de Documentation", 48, rue Gay Lussac - Paris 5° (120 F).

AIEA = Agence Internationale de l'Energie Atomique
 FAO = Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture.
 WHO = Organisation Mondiale de la Santé

=====

F E S S E N H E I M : V I E O U M O R T D E L ' A L S A C E

Une centrale nucléaire d'environ 850 MW électriques doit être construite à Fessenheim : trois jeunes femmes : Annick Albrecht, Françoise Bucher, Esther Peter-Davis refusent de se taire :

" En notre qualité de femmes, mères et citoyennes, nous ne pouvons assumer la responsabilité de nous taire. Pourquoi s'inquiéter du moindre rhume de nos enfants et choisir d'ignorer un danger autrement redoutable ? "

Elles décident une campagne d'information dont un des atouts est l'excellente brochure " Fessenheim, vie ou mort de l'Alsace ", très bien documentée et distribuée à un grand nombre d'exemplaires à la population concernée, cette brochure a joué son rôle : information et prise de conscience. La population a forcé bon nombre d'élus à prendre position contre l'installation de cette centrale.

Trois femmes, une grande volonté, voilà un combat qui a bien commencé, il a des chances sérieuses de réussite si la population, Annick, Françoise et Esther ne se laissent pas déposséder de leur lutte par d'autres "élus", "politiciens" ... à qui il sera toujours facile d'accepter la centrale au nom "d'impératifs économiques"(!!).

LES DETERGENTS

1. La "Biodégradabilité"

En 1964, le Parlement français votait une loi prévoyant l'interdiction des détergents "non bio-dégradables à 80%" (autrement dit ne se décomposant pas dans les eaux), ceci dans le but louable de limiter la pollution.

Malheureusement, l'industrie des lessives est parmi les plus importantes et les plus influentes (achats annuels de détergents = 180 milliards d'A.F., Publicité = 20 Milliards). La loi allait donc être mise aux oubliettes de façon très simple : pour qu'une loi soit applicable, il faut que le gouvernement publie des décrets d'application, ce qu'il ne devait faire finalement qu'en 1970, soit six ans après !

Dans l'intervalle, l'Allemagne (1965) et les Etats-Unis (1965) se convertissaient sans difficultés particulières aux détergents biodégradables : ce qui revient à dire que la même marque est "propre" outre-Rhin et "sale" chez nous. On aura une idée de la conscience des "marchands de lessive" quand on saura qu'ils n'ont pas hésité à écouler leurs stocks de produits "sales" - qui leur restaient après l'interdiction en Allemagne - dans nos supermarchés !

L'histoire ne s'arrête pas là : à la demande des industriels, le décret prévoit encore un délai d'un an avant le passage aux lessives biodégradables pour "mettre au point" les nouveaux produits et éviter des problèmes de stocks. De qui se moque-t-on ici ? Les mêmes compagnies vendent en Allemagne ou aux USA des produits répondant aux normes depuis plus de cinq ans : le premier argument ne tient pas ; quant au second, elles se sont bien débrouillées ailleurs ; pour-quoi pas ici ? Les profits obtenus par la vente des produits "sales" d'outre-Rhin en France devraient en toute justice être employés à ces fins. Ajoutons que les industriels avaient déjà eu cinq ans pour se préparer. Dans l'intervalle, 700 000 tonnes supplémentaires de détergents "sales" sont en train de se déverser dans nos rivières, détruisant flore et faune et posant un danger sanitaire potentiel comme les inquiétudes actuelles sur la salubrité de l'eau (à Nantes, par exemple) le montrent.

Enfin, mieux vaut tard que jamais, d'ici la fin de l'année les détergents français seront propres à 80%, ce qui éliminera par exemple la mousse qui stagne sur les rivières. Grâce à cela la pollution des eaux va diminuer de façon très appréciable (de moitié en Allemagne). Mais cela ne veut pas dire que tous les problèmes en soient résolus pour autant, des dangers pour l'environnement subsistent : Les Enzymes et les Phosphates.

2. Enzymes et Phosphates.

Selon le professeur Dubosc, les fameuses "enzymes-gloutonnes" ne sont pas seulement friandes de taches, mais aussi de globules rouges. Or, les travailleurs des usines de détergents d'une part, les ménagères d'autre part respirent quotidiennement les émanations des enzymes, d'où le risque qu'ils s'attaquent aux poumons. Une table ronde vient de se réunir aux USA et il se pourrait que les enzymes soient la cause de maladies de la peau, d'allergies, voire de leucémies...

Plus inquiétant encore est le problème des phosphates qui est à l'heure actuelle un des "chevaux de bataille" du mouvement "écologique" américain. Le phosphore contenu dans les phosphates cause en effet une croissance accélérée des plantes aquatiques : leur consommation d'oxygène augmente donc ce qui fait que les poissons n'en ont plus assez et meurent en grand nombre. Les algues aussi meurent et pourrissent : ainsi le lac (ou la rivière) "meurt" progressivement à mesure que sa vie végétale et animale se raréfie. Ce processus est connu techniquement sous le nom d'eutrophication. N'importe qui peut en voir les résultats atterrants sur les bords des grands lacs américains, dont on ne peut approcher à cause de la puanteur qui se dégage des poissons morts en particulier. Rappelons que le lac Erié est "biologiquement mort". D'après les spécialistes U.S. (les phosphates ne sont bien sûr qu'une des causes de ce désastre).

Ce qu'il faut faire ? C'est obtenir l'interdiction immédiate des enzymes et des phosphates. Des "alternatives" parfaitement au point existent depuis plus d'un an. Aux Etats-Unis, où des compagnies à distribution directe (AMWAY, SHAKLEE, etc.) vendent des produits sans phosphates qui lavent aussi "blanc" (ou à peu près) que les autres. Des détergents de la force actuelle ne sont nécessaires que dans le cas d'eaux "dures" : que les produits "anti-calcaire" qui commencent à inonder le marché français soient donc réservés aux régions qui en ont un besoin réel, et que même dans ceux-ci les phosphates soient remplacés par des éléments moins dangereux.

Dans l'immédiat, il faudrait absolument qu'un laboratoire procède à l'analyse de tous les détergents en vente en France et fasse connaître les résultats le plus rapidement possible de façon à ce que chaque consommateur ait au moins la possibilité de choix - choix de polluer le moins possible à défaut de mieux. (Des listes de ce genre existent déjà pour les détergents américains).

Laurent SAMUEL

"THE NEW BRAHMINS ; SCIENTIFIC LIFE IN AMERICA"

by Spencer Klaw, Apollo editions.

Il s'agit d'une étude de la situation des chercheurs scientifiques (en mathématiques, physique ou biologie) aux USA. L'étude n'est pas du type des monographies sociologiques bourrées de statistiques; elle est fondée sur des conversations tenues par l'auteur avec un certain nombre de savants. On y cherchera donc, plus que des données objectives, des indications sur la psychologie des hommes de science américains. On s'étonne - le livre datant de 1969 - de n'y trouver aucun écho du mouvement de contestation qui avait commencé à secouer le calme de la vie universitaire américaine. Il s'agit évidemment là d'une omission délibérée. Le livre est néanmoins intéressant par les aperçus qu'il donne sur l'opposition recherche pure - recherche appliquée qui sous-tend la plupart des interviews rapportés par l'auteur.

L'étudiant qui s'oriente à la fin de ses études vers une carrière scientifique désire en règle générale faire de la recherche pure. Il y est évidemment poussé par l'idéologie de la recherche de la vérité comme forme supérieure d'activité, idéologie entretenue dans les universités par les professeurs qui ont eux-même fait ce choix initial. Mais les jeunes chercheurs sont aussi très clairement conscients de certaines autres motivations de leur choix : notamment de la liberté offerte de choisir sa propre activité au lieu d'être soumis à un programme imposé du dehors et des chances qu'il offre de mener une vie véritablement créative.

Une part importante des conversations que rapporte le livre est consacrée à l'exposé de contradictions entre la réalité de la vie scientifique et les espoirs mis en elle. De ce point de vue, le chapitre le plus intéressant est celui qui se rapporte aux chercheurs employés par l'industrie. Plus de la moitié des chercheurs américains travaillent dans les entreprises privées. Ils n'y sont pas attirés par l'espoir de gros avantages financiers (les salaires ne sont pas plus élevés qu'à l'université), mais le plus souvent par l'espoir qu'on leur fait miroiter de pouvoir poursuivre leurs travaux en toute liberté. Et il est de fait que l'on trouve dans les laboratoires industriels un certain nombre de savants qu'on laisse travailler sans leur imposer en rien de poursuivre des fins profitables à l'entreprise qui les emploie : soit que cette dernière estime que les découvertes d'un savant de valeur pourraient toujours à

long terme lui être profitables, soit qu'elle les considère comme éléments de son prestige commercial, soit qu'elle les utilise comme appeau pour attirer la masse des chercheurs qui sont eux employés de façon immédiatement profitable. Ces dernières sont l'immense majorité; entrés au laboratoire on leur a peut-être laissé la bride sur le cou pendant un an ou deux; à la suite desquels, s'ils n'ont rien produit de sensationnel, ils sont amenés à soumettre leur travail aux directives d'un supérieur hiérarchique qui les reçoit lui-même des chefs commerciaux de l'entreprise. Avec la liberté de décider lui-même de l'orientation de son travail, le chercheur perd naturellement tout intérêt pour ce qu'il fait. Faute d'avoir dès sa jeunesse réfléchi aux répercussions sociales possibles de son activité de chercheur, il est tout prêt à accepter que son travail n'ait d'autre lien avec la réalité que le profit que l'entreprise peut en tirer. C'est ainsi que l'idéologie capitaliste vient combler le vide d'une vie qui a perdu sa saveur. Cette transformation intérieure est encore facilitée par l'idée que le chercheur est redevable de son salaire à l'entreprise qui l'emploie et qu'il est par suite moralement tenu à concourir dans la mesure de ses moyens aux buts qu'elle poursuit.

Le chercheur qui en est à ce point, quand il ne se désintéresse pas totalement de son activité professionnelle, s'oriente tout naturellement vers les activités administratives seules propres à lui conférer l'estime et la considération du milieu où il vit. Il fait alors preuve de ses qualités de chef en dirigeant une équipe de chercheurs dans la mesure où il le fait efficacement, il monte progressivement les barreaux de l'échelle sociale, s'éloignant de la masse subalterne des expérimentateurs en même temps qu'il se rapproche peu à peu du niveau supérieur où sont prises les décisions. Il est alors acquis corps et âme au maintien et à la défense du système dans lequel il a été incorporé; il convient cependant de noter qu'il est souvent conscient d'être passé de l'autre côté de la barrière et d'avoir renoncé au sens qu'il avait donné à sa vie en choisissant le métier de chercheur : conscience qui contribue encore à la rapidité de son évolution en lui faisant éviter tout rapport avec ceux de ses ex-collègues qui sont encore chercheurs.

présentation de C. CHEVALLEY

.....
LA RESISTANCE DES PROFESSEURS NORVEGIENS

Le texte qui suit est extrait du livre de Jean Toulat, "La Bombe ou la Vie" (Fayard), p. 148.

9 avril 1940 : la Norvège est envahie par l'armée allemande. Un grand nombre d'habitants décide de résister. Tandis que les uns recourent aux méthodes classiques, sabotages ou guérilla, d'autres utilisent spontanément des méthodes non-violentes. De nombreux fonctionnaires refusent le serment de loyauté au nou-

veau régime. Des étudiants portent à la boutonnière, en manière d'insigne, l'inscription : "Restons unis"; ou bien ils y épignent une pièce de monnaie à l'effigie du roi Hakon. A travers tout le pays s'organise un réseau secret de résistance. Des journaux clandestins sont lancés. Des postes de radio parvien-

nent en contrebande.

Le 1^{er} février 1942, le chef du parti nazi norvégien, Quisling, est installé chef de gouvernement. Son premier souci : inculquer à la jeunesse l'idéologie national-socialiste. Dès le 3 février, il lance un Front des Jeunes, réplique des Jeunesses Hitlériennes. Le 5, il crée une Union des professeurs norvégiens, dirigée par le chef de la Hird (Gestapo norvégienne) et qui doit être le pilier d'un Etat corporatif copié sur celui de Mussolini. Tous les enseignants doivent adhérer à cette nouvelle organisation. Mais, en accord avec les chefs de la résistance, ils décident de refuser : chacun devra envisager lui-même le ministre de l'Education selon une formule mise au point et transmise secrètement à tous.

Sur 12 000 maîtres, de 8 à 10 000 écrivent au ministre. Soit de 8 à 10 000 lettres postées le même jour, 20 février 1942, et qui disent toutes : "Je déclare ne pas pouvoir participer à l'éducation de la jeunesse norvégienne dans la ligne déterminée par le Front des Jeunes : c'est contraire à ma conscience... Je ne puis non plus être membre de la nouvelle Union des professeurs."

Le 25, le gouvernement annonce la fermeture des écoles "pour manque de combustible" (or le bois abonde en Norvège). Ces vacances forcées permettent aux enseignants de diffuser dans tout le pays la nouvelle de leur démission sur laquelle les journaux officiels gardent le silence. Alors, on voit le combustible affluer de toutes parts aux écoles, ainsi que des subsides aux patriotes en chômage; les parents, par dizaines de milliers, réclament la réouverture des classes; leurs lettres arrivent par sacs entiers au ministère.

Le gouvernement est pris de panique. Le 20 mars, 1000 professeurs sont arrêtés. Parmi eux, 687 sont déportés dans un camp, à 200 km d'Oslo. La Gestapo les soumet à un "traitement

spécial" : longues séances de "gymnastique" dans la neige ; travail exténuant ; pour toute nourriture, une soupe claire et 150 gr de pain par jour. Pendant les interrogatoires, les pressions se succèdent : "Voulez-vous signer votre adhésion à l'Union des professeurs ?" Sur 687, 32 seulement finissent par céder. Les autres sont transférés à l'extrémité nord du pays, bien au delà du Cercle arctique.

Dans leur misère, les déportés sont loin d'imaginer que la Norvège les exalte comme des héros et que la résistance continue. Quisling a rouvert des écoles avec les maîtres non arrêtés; ils doivent se faire inscrire à la nouvelle Union. Ils refusent. Ils font à leurs élèves une déclaration sur l'esprit de vérité, de responsabilité, sans crainte pour eux ni pour leurs familles. Quisling est exaspéré : son plan d'Etat corporatif paraît définitivement compromis. Sévir encore ? Il fortifierait l'opposition. Le 22 mai, il se rend au lycée de Stabbek, escorté du ministre de l'Education et du chef de police. Les professeurs sont réunis. Le président parle, ou plutôt hurle, tempête. Il finit sur ces mots : "Vous, les professeurs, vous avez tout ruiné pour moi." Cette phrase fait le tour du pays et devient un présage de victoire pour les résistants.

Cependant, les prisonniers de l'Arctique voient avec angoisse approcher la mortelle nuit polaire. Contre toute attente, le 4 novembre, on les embarque pour les rendre à leurs foyers, Seize jours de voyage. A chaque escale, ils sont fêtés, choyés.

Finalement, Hitler intervient personnellement et ordonne d'abandonner le projet d'Etat corporatif. La résistance non violente, encore que partielle et improvisée, s'est avérée plus efficace que le sabotage et la guérilla. Pour la première fois, des Norvégiens ont expérimenté qu'il était possible de vaincre sans armes.

Jean TOULAT

P O E S I E

Tu as levé ton beau regard, mon fils,
Et tu m'as dit,

Je suis de ce pays
Où les fleurs ont des lèvres pour sourire
Où les pommiers ont mille pommes
Sans nulle discorde,
De ce pays où toute paix se fait debout

Je suis ton fils
J'habite au bout de la nuit chaude
Tout près d'une lune à peine amie;
Les arbres ont des genoux,
La terre brosse les basses branches

Je suis ton fils,
Les mains sont de l'amour,
Les feuilles tournent sans lasser,
Les ruisseaux n'ont pas une larme encore,
Les rives sont de tous les jours dimanche

Je suis ton fils,
Enfant de toute mère heureuse,
Et ce combat est de mon chemin.

Tu as levé ce même regard
Et partout où tu tombes,
Tu resteras mon fils
Debout.

L E D E S I R

(pour une discussion)

Dans la rubrique "Des adhérents se présentent", Mathilde Escuder écrit (n° 2/3 de Survivre) :

" Qu'une personne parle de soi-même dans les pages de Survivre me paraît peu correct et d'une certaine manière, une usurpation impardonnable."

Formule de politesse ? Ou pensée réellement vécue ?

Si je ne dois pas parler de moi, de qui, de quoi puis-je parler ? Voici quelques réflexions pour une discussion,

A Mathilde, amicalement

Le Désir

Tous les pouvoirs, totalitaires ou libéraux, ne nous permettent de communiquer, d'avoir des rapports avec les autres, que dans des domaines qu'ils ont eux-mêmes définis, ces domaines ont ceci en commun qu'ils sont toujours extérieurs aux individus; ce sont les discussions sur la politique spécialisée (élections, visite ou mort de chef d'état,...), le tiercé, le sport ou les domaines artistiques par le biais unique des vedettes ou des spécialistes : Anquetil et non pas les gens qui font du vélo pour le plaisir, Picasso et non pas les peintres du dimanche, jamais les troupes d'amateurs...

Avons-nous déjà lu dans la presse à grand tirage, et dans l'autre presse d'ailleurs, un article sur les problèmes, les joies, les désirs refoulés, l'envie de vivre de l'homme de tous les jours, d'un homme ou d'une femme tout simplement, pas d'une vedette ? On remarque que les rares fois où la presse s'empare d'un "cas" moyen, ce cas devient par là même exception, et la masse des gens ne s'y reconnaît plus. Exemple, pour ceux qui s'en souviennent, l'émission de radio : "La Reine d'un Jour" (on choisissait presque au hasard une femme qui se trouvait comblé de cadeaux pendant une journée...)

Pourquoi, parce que le pouvoir pour gouverner doit interdire, pas forcément par la force, aux prolétaires, à ceux qui n'ont aucun pouvoir sur leur vie, de se reconnaître, de découvrir que profondément leurs aspirations, leurs désirs sont les mêmes.

Les seuls désirs que la structure de cette société nous permet d'explicitier sont ceux que la société officielle suscite, qu'elle fabrique par la presse, la télévision, la publicité pour renforcer son pouvoir, ce sont les désirs qui ne la mettent pas en cause : les désirs d'objets, de marchandise ou de promotion sociale,...

En régime totalitaire : interdiction complète de communiquer, il faut afficher sa passivité.

En régime libéral : on ne permet la communication, les rapports entre les gens, que sur des terrains déterminés, et pour cela les moyens sont nombreux :

- violence policière et judiciaire,

- persuasion que, ce que nous voulons, c'est ce que l'on nous donne : Prenez la réalité (ic. la société

telle qu'elle est) pour vos désirs,

- "contraintes morales" : parler de soi, c'est incorrect, c'est même indécent, il ne faut pas se découvrir devant les autres...

Si pour nous la question n'est pas
- de prendre la réalité pour nos désirs
- de prendre nos désirs pour la réalité
par contre il s'agit de connaître nos désirs, désirs qui sont historiques et sociaux (je n'ai pas les mêmes désirs que l'homme de Cro-Magnon) et de changer la réalité pour qu'elle soit suivant nos désirs.

Quelques précisions sur le mot "désir" :

Tout d'abord, dans ce texte, le mot "désir" signifie à la fois ce que l'on veut et ce que l'on fait pour l'obtenir. C'est pourquoi lorsque nous parlons de désirs, il ne s'agit pas ici de "désirs hors d'atteinte, hors du temps". Exemple: changer le monde, instaurer le socialisme. En effet ce type de désir ne comporte pas en lui-même le moyen d'obtenir ce que l'on veut, c'est-à-dire ne nous suggère aucune pratique. Par l'immensité de leurs objectifs les désirs de ce type nous laissent sans force, impuissants : "Comme on ne peut changer le monde, alors on ne change rien." Mais c'est en changeant ce qui est à notre portée qu'on commence à changer le monde.

Il n'est donc en aucun cas question d'égoïsme maladif ou de nombrilisme. Le problème est de refuser de se réfugier dans des conversations de type "Café du Commerce", ces conversations pouvant d'ailleurs paraître d'un haut niveau philosophique (?) (cf. les discussions de salon dans les milieux dits intellectuels).

- il n'y a pas de questions indiscrètes (ic. je n'existe pas par tout ce que je cache aux autres).

Etre d'avant-garde, au sens le plus péjoratif du terme
- ce n'est pas être en avance sur un domaine donné, en un moment donné; nier l'existence de groupes ou d'individus en avance serait une erreur (nombreux exemples historiques),
- mais c'est ne pas s'impliquer en tant qu'individu dans la lutte; ceci se couplant très souvent avec l'idée que la théorie que l'on développe pour les autres n'implique pas nécessairement pour soi une pratique en cohérence avec cette théorie;
- c'est lutter pour les autres (similitude caractéristique entre certains militants politiques et certains hommes de religion).

En luttant pour les autres, sans lutter pour soi, on recon-
naît implicitement que l'on est essentiellement différent des
autres, on se sort de la masse des gens et de là à 'imposer aux
autres ce que l'on croit "être bien" - pour eux (ceci dans le
meilleur des cas) il n'y a qu'un pas, qui est toujours vite
franchi, qu'on le veuille ou non.

Les religions institutionnalisées ainsi que le communisme de
caserne ont ceci en commun qu'ils ont exigé des individus qu'ils
fassent abstraction d'eux-mêmes, qu'ils ne s'impliquent pas im-
médiatement au niveau de leurs aspirations profondes dans la
lutte qu'ils mènent, la tactique étant de les rendre abstraites
(les aspirations) en les rejetant à plus tard (les lendemains
qui chantent, le Paradis). C'est une des explications qui nous
permettent de comprendre comment ces doctrines qui proclamaient
officiellement mais combien abstraitement la libération des
hommes (et des femmes) ont pu accoucher de sombres massacres et
en fin de compte se transformer en entreprise de domination.

Quelques questions

1) Dans une Société aliénée, les désirs des individus sont-ils aliénés ?

Denis GLEDJ

NOS LECTEURS ECRIVENT

Le courrier ce mois-ci a été abondant, il faut principale-
ment en trouver la cause dans la parution d'un article de
A. Grothendieck et R. Godement dans la revue "La Recherche"
(n° 8). Cet article, intitulé "Survivre à la Recherche mili-
taire" est une réponse à un article de M. Debré paru dans le
numéro précédent de la même revue. Il a suscité un vif inté-
rêt et beaucoup de lettres nous sont parvenues, lettres de
renseignements sur le mouvement et lettres d'abonnement à la
revue. En voici quelques extraits :

J. Delavesne : "Il est très réconfortant de lire écrit par
un autre ce qu'on pense tout seul, surtout quand cette so-
litude paraît l'obstacle principal qui empêche de lutter
contre la machine."

M. Jullien : "Je trouve votre analyse juste."

M. Abraham : "Je n'appartiens pas à ceux qu'on appelle "les
chercheurs", bien que mon occupation actuelle (Technologie
électronique des satellites de télécommunication) m'amène à
me poser des questions qui sont parfois laissées sans ré-
ponses dans la bibliographie.

"Mais je réagis dès la lecture du terme "recherche mili-
taire". La Recherche, c'est pour moi l'étape ultime (ac-
tuelle) de l'évolution. Lui associer un qualificatif marquant
l'agression - je veux dire l'anéantissement, c'est à mes
yeux créer un vocable qui apparaît dès lors comme un cancer
de l'évolution - suivant l'image de ces cellules qui se
développent dans une direction sélective, avec une tare
unique, bien souvent jusqu'à l'anéantissement du corps
qu'elles composent."

R. Bergeot et J.M. Leloup : "Les questions que vous soule-
vez sont très souvent l'objet de nos discussions. Mais que
faire ? Il est évident que nous sommes individuellement
impuissants. Mais nous voulons faire quelque chose, être
utiles dans la mesure de nos moyens, ..

Cette objection ne tient aucun compte des contradic-
tions du régime capitaliste : le désir de marchandise est
un désir insatiable; il laisse insatisfait, le "plus on en
a plus on en veut" l'exprime parfaitement, ce type de
désir ne comporte pas son propre dépassement. Alors que
des désirs comme "avoir pouvoir sur sa vie", "lier avec
les autres individus des relations libres et transpa-
rentes"... sont tels que commencer à réaliser ce type de
désir procure à tout moment satisfaction mais suscite en
même temps son propre dépassement, dépassement qui est
qualitatif.

2) Les désirs étant sociaux, l'importance accordée à
chaque désir varie suivant les groupes sociaux (ouvriers
paysans, intellectuels...). Comment faire pour que cha-
que groupe se batte suivant ses désirs et que le combat
soit commun?

G. Diguët : "Je ne suis pas un scientifique et ma prise
de position n'aura sans doute qu'une importance mineure,
relativement aux problèmes et questions en cause. Quoi
qu'il en soit, je ne puis qu'approuver entièrement votre
initiative et je puis vous affirmer que je suis tout dis-
posé à la soutenir. Cette revue devrait susciter un large
mouvement d'opinion car s'il est vrai que les Scientifi-
ques prennent de graves responsabilités en contribuant à
l'élaboration d'armes destructrices, il n'est pas certain
qu'ils en prennent conscience comme ils le devraient...
Seuls les scientifiques de tous les pays peuvent enlever
aux politicards plus ou moins irresponsables, les moyens
de préparer et de déclencher une nouvelle catastrophe."

Dans le même sens :

R. Drexler : "Je n'ai pas une profession scientifique et
probablement ni le niveau, ni la qualité pour apporter
une collaboration valable, à votre mouvement, mais les
problèmes de survie malgré l'armement en général, l'arme-
ment nucléaire en particulier, la pollution, me tiennent
très à coeur."

J. Delavesne : "Cela me fait chaud au coeur que des gens
réputés intelligents... s'occupent de l'essentiel avec
ardeur".

Maréchal : "La préoccupation de "démocratiser intellec-
tuellement" le groupe au niveau des adhérents me paraît
secondaire."

Ces extraits nous paraissent appeler quelques remarques :
Le fait qu'un certain nombre de scientifiques coopèrent à
Survivre semble avoir frappé (attiré) l'attention de beau-
coup de lecteurs, il s'agit en effet là d'un symptôme impor-
tant en ce qu'il manifeste une prise de conscience souhai-
table de la part des (scientifiques) hommes qui se corse-
rent à la science. Cependant (dans certaines des lettres

de nos lecteurs nous incitent à les mettre en garde contre la tendance qui consisterait à remettre entre les mains de scientifiques, même contestataires, la responsabilité du combat. Les hommes de science possèdent des informations techniques mais ne sont pas plus doués que les autres en ce qui concerne les capacités de décision. De toute manière, aucun groupe d'hommes "réputés intelligents" ou non (?) n'est habilité à se substituer à la masse de la population pour fixer l'orientation de la politique générale de la Cité. Ce qui d'ailleurs rejoint les préoccupations de Fischbach :

"Je vous avouerais aussi que je suis très méfiant vis à vis des nombreux groupes qui prétendent "améliorer" notre société et ne sont tout compte fait qu'une émanation de l'une ou de l'autre "Machine"!"

Au sujet du mouvement Survivre et des conditions d'adhésions

M. Maréchal : "Je déplore que le recrutement de vos adhérents soit quelque peu "aristocratique"; j'ai été très choqué par le parrainage des candidats à l'entrée dans le mouvement par des "anciens", ou par l'autorisation des mineurs qui va à l'encontre de vos préoccupations pédagogiques (où la confiance faite à l'autre est primordiale)".

Au sujet de la remarque de D. Mumford concernant la campagne Ne soyons pas complices (n° 2/3) :

E. Wagneur : "Je ne pense pas qu'il faille assurer le même revenu qu'avant à ceux qui renoncent à des contrats avec l'armée. Cependant je pense qu'on peut demander aux gens d'un département de s'organiser de sorte que les étudiants diplômés qui vivaient sur ces fonds puissent survivre après qu'ils auraient été refusés. Or pourrait donc ajouter, à la fin du texte, un paragraphe disant : Dans la mesure du possible et des besoins, les signataires essayeront de mettre sur pied un fonds permettant aux étudiants diplômés de

se passer de revenus d'origine militaire.

"Cette adjonction répond à une des objections de Mumford et, de plus, permet aux gens qui se veulent responsables de faire un pas de plus dans la direction de la solidarité."

Extrait d'une lettre de S. Grothendieck, lycée (26-12-70) :

" J'ai reçu les exemplaires de Survivre n° 4..."

" ...Pour "Survivre", les articles sont tous intéressants mais un peu longs en général, non que j'aie éprouvé de la lassitude à les lire (au contraire) mais étant censés s'adresser à tout le monde, je connais beaucoup de gens qui rien qu'à voir la longueur de l'article laisseraient tomber. Un souffle d'air de "Survivre" serait pour moi, entre chaque article sérieux, une petite récréation (non moins sérieuse d'ailleurs) : une histoire amusante, une courte nouvelle, un poème (il y en a pas mal qui ont pour thèmes ceux soulevés par Survivre) pour nous mettre d'attaque pour lire la suite (ou un flash d'actualité rapidement exposé et prêtant à réfléchir, un proverbe, une pensée intéressante). Mais peut-être y as-tu déjà pensé et ce sont les articles qui te manquent.

" Ceci dit, je le lis toujours avec beaucoup d'intérêt; "Aux Sources de la pillulation" est un article intéressant et instructif (les conclusions en sont discutables);

" J'avais déjà lu la brochure "L'Armée, service national au service du capital", la discussion est intéressante. "Expérience pédagogique à l'Université", intéressant. Ce projet de monographies de Survivre est lui aussi très intéressant.

" Bonnes suggestions écologiques..."

LE MOUVEMENT ANTIMILITARISTE CHEZ LES SCIENTIFIQUES

C'est sous ce titre que le journal des Etudiants de l'Université de Heidelberg "P R A V D A", commente la citation ci-dessous de A. Grothendieck (Survivre. n° 1. p. 20) :

"Cette collaboration massive de la communauté scientifique avec l'appareil militaire (souvent au moment même où celui-ci planifie et exécute les guerres les plus sauvages) est la grande honte de la communauté scientifique d'aujourd'hui. C'est aussi le signe le plus évident de la démission des savants devant leurs responsabilités dans la société humaine."

" ... Aussi, si Grothendieck peut dévoiler que les arguments des savants qui travaillent avec les militaires sont des sophismes grâce auxquels ils essaient de justifier leur travail devant eux-mêmes et devant le public critique, cependant il n'étudie pas la question importante de savoir dans quelle mesure la dépendance matérielle des savants ne leur laisse aucun autre choix que de collaborer avec les militaires. Cependant, ses activités méritent notre soutien..."

" Nous sommes un groupe d'Etudiants en Science (Socialistes et Démocrates) qui faisons de l'agitation anticapitaliste dans nos Instituts. De plus, nous essayons de poursuivre des études approfondies sur l'impact et le rôle de la Science et de la Technologie dans le monde capitaliste."

DES ADHERENTS SE PRESENTENT

Gordor EDWARDS. - Né et élevé dans l'Ontario (NDLR province du Canada), où j'ai passé toute ma vie, à l'exception de trois années passées à Chicago. J'ai été "graduate in mathematics" à l'Université de Toronto (1961), Masters's degree (NDLR équivalent à la "maîtrise" en France) en mathématiques à l'Université de Chicago (1962), Masters's degree en Littérature anglaise à l'Université de Chicago (1964). J'ai enseigné pendant quatre années à l'University of Western Ontario, et suis actuellement un candidat au doctorat en mathématiques à Queen's University. Je n'ai jamais appartenu à aucune organisation active politiquement, Survivre est la seule organisation s'occupant de problèmes sociaux à laquelle j'aie jamais appartenu.

Edouard WAGNEUR. - Né le 24 janvier 1940 dans une famille de petits propriétaires viticulteurs, j'ai été initié très tôt à travailler la terre et à respecter les lois de la nature.

C'est par l'Ecole supérieure de Commerce que je termine mon école secondaire avant d'entreprendre des études devant me mener à la licence en mathématiques, à l'Université de Genève. J'ai financé partiellement mes études en faisant des suppléances dans l'enseignement secondaire genevois.

À l'Université, j'ai milité dans plusieurs mouvements de démocratisation et de syndicalisation. Pendant deux ans j'ai été administrateur de l'A.G.E.

Marié en 1963, je poursuis mes activités politiques à l'intérieur du Parti Socialiste Suisse. Je suis président de la Section de Satigny au PSS de 1964 à 1966, année de mon départ pour le Canada, où je vais poursuivre mes études grâce à une bourse du Conseil des Arts du Canada. J'obtiens mon MSc. en 1967 de l'Université de Montréal où j'enseigne depuis septembre 1967, tout en continuant mes études en vue d'une "maîtrise" que j'espère terminer cette année.

Nous avons trois enfants (dont un né au Canada) et je milite au Comité de l'Association des Locataires d'Outremont où je réside, ainsi qu'au Syndicat des Professeurs de l'Université de Montréal.

Mon action pour Survivre a débuté lors de la fondation du Mouvement à l'occasion de la visite de A. Grothendieck au Séminaire d'Eté de l'Université de Montréal.

Je pense qu'il est temps que les scientifiques s'intègrent au monde en apportant une contribution militante et responsable à l'humanité.

N.B. Notre adhérent Edward R. Jr. BOOFISH, inscrit sous le n° 49 est peintre de son métier.

Voici la liste des nouveaux adhérents à Survivre :

- 60. Dress (?), mathématicien, Fakultät für Mathematik, Universität Bielefeld, Allemagne Fédérale 12.1970
- 61. Siebeneicher (?), mathématicien, Fakultät für Mathematik, Universität Bielefeld, Allemagne Fédérale 12.1970
- 62. Paradis (Denis), mathématicien, Dep. of Math., Université de Montréal - Canada 11.01.1971
- 63. Jawoski (Louise), mathématicienne. Dép. of Math., Université de Montréal - Canada 11.01.1971
- 64. Boger (Mona), mathématicienne, Dép. de Math. Université de Montréal - Canada 11.01.1971
- 65. Joyal (André) mathématicien, Dép. of Math., Université du Québec à Montréal - Canada 11.01.1971
- 66. Doyle (Pat), mathématicien, Dép. of Math., Michigan State University E. Lansing, Mich. USA 11.01.1971
- 67. Alegre de la Soujeole (Christian), Inspecteur du Trésor, Résidence "Le Louvre" - Tour B. - 4° étage - rue d'Ecquebouille - 85-La-Roche s/Yon - France 27.01.1971

LECTEURS, AIDEZ-NOUS A DIFFUSER SURVIVRE EN NOUS
ENVOYANT DES LISTES D'ADRESSES DE PERSONNES QUE PEUT INTERESSER
NOTRE JOURNAL
nous leur enverrons quelques numéros consécutifs de Survivre.

RENSEIGNEMENTS

ADHESIONS. Envoyer déclaration signée avec nom complet, adresse, profession :

Continent américain : E. Wagneur, 1527 A. Ducharme, Outremont (Canada)

Autres pays : M. Mendès-France, Dép. de Math. Faculté des Sciences, Bordeaux - 33-Talence

COTISATIONS () - ABBNEMENTS à SURVIVRE (*) - DONS (spécifier nature) :

Continent américain : chèques pour W. Messing, "Survival", c/o Math. Department, Princeton University, Princeton (N.J. 08540) USA

(Compte de SURVIVAL à la First National Bank of Princeton, Princeton (N.J. 08540) compte n° 60371)

Autres pays : chèques pour Trésorier de SURVIVRE, P. SAMUEL, 3 av. du Lycée Lakanal, 92-Bourg-la-Reine, France - (Compte à la BICS à Massy, n° 40 27 005411)

(*) Les cotisations d'adhérents pour 1970 sont fixées à un jour de salaire au jour du 1er Janvier 1970 (salariés) ou un jour de revenu de l'année précédente, moins le prix de l'abonnement au journal Survivre.

(**) Abonnements pour l'édition française de SURVIVRE : 36 F pour l'année (comprenant 12 numéros), pour la France, et 42 F pour l'Etranger, 18 F Etudiants.

ARTICLES et CORRESPONDANCE pour SURVIVRE : écrire à l'un des rédacteurs de Survivre, de préférence en double exemplaire, ou à la rédaction de SURVIVRE, 2 avenue de Verrières, 91-Massy (France)

En préparant un manuscrit pour SURVIVRE n'oubliez pas qu'il doit être accessible à tout lecteur à l'esprit ouvert, qu'il ait ou non reçu une instruction supérieure.

PERMANENCES DE SURVIVRE pour contacts personnels, documentation, etc.:

France : C. CHEVALLEY : sur rendez-vous, les lundis de 15 h à 18 h, 1 rue de Prony, Paris 17^e, WAG 75-46
La permanence de Massy (A. Grothendieck) est fermée pour cause d'absence jusqu'au 31 Mars 1971.

Canada : E. WAGNEUR, les mardis après 20 h, 1527 A. Ducharme, Outremont
A. GROTHENDIECK - les jeudis après 18 h, 208 E King Street, Kingston, Ontario

USA : P. KOOSIS, les lundis et vendredis de 15 h 30 à 18 h - Room 3316, Math Sciences Building, UCLA Campus, Los Angeles (Ouest), Cal. - Tél. 825-45.96 ou 825-47.01

W. MESSING, Dimanche après-midi, après 13 h, E 13 Windsor Castle Apts, Cranbury, N.J.

LECTEURS DE SURVIVRE

NOUS COMPTONS SUR VOTRE CONCOURS POUR NOUS ENVOYER TOUS RENSEIGNEMENTS ET TOUTE DOCUMENTATION UTILE POUR NOTRE ACTION

SI VOUS FAITES PARTIE D'UN GROUPE, CONTACTEZ - NOUS POUR UN ECHANGE PERMANENT DE PERIODIQUES OU D'INFORMATIONS

COMMUNIQUEZ-NOUS VOS CRITIQUES, VOS SUGGESTIONS, VOS IDEES POUR LA REDACTION DU JOURNAL COMME POUR L'ACTION DU MOUVEMENT

FAITES CIRCULER SURVIVRE

FAITES CIRCULER SURVIVRE

FAITES CIRCULER SURVIVRE

CIRCULER SURVIVRE

FAITES CIRCULER SURVIVRE

La reproduction et la diffusion de SURVIVRE, journal du Mouvement SURVIVRE, sous forme intégrale ou sous forme d'extraits, que ce soit en langue d'une des éditions originales, ou en traduction dans une autre langue, est expressément autorisée par SURVIVRE et vivement recommandée, sauf dans les cas expressément mentionnés

Directeur de la publication : C. CHEVALLEY, 1, rue de Prony, Paris 17^e
Imprimerie S. DACOMINE, R. CHEHET, gérant, 58 Fg Montmartre, Paris 9^e